



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

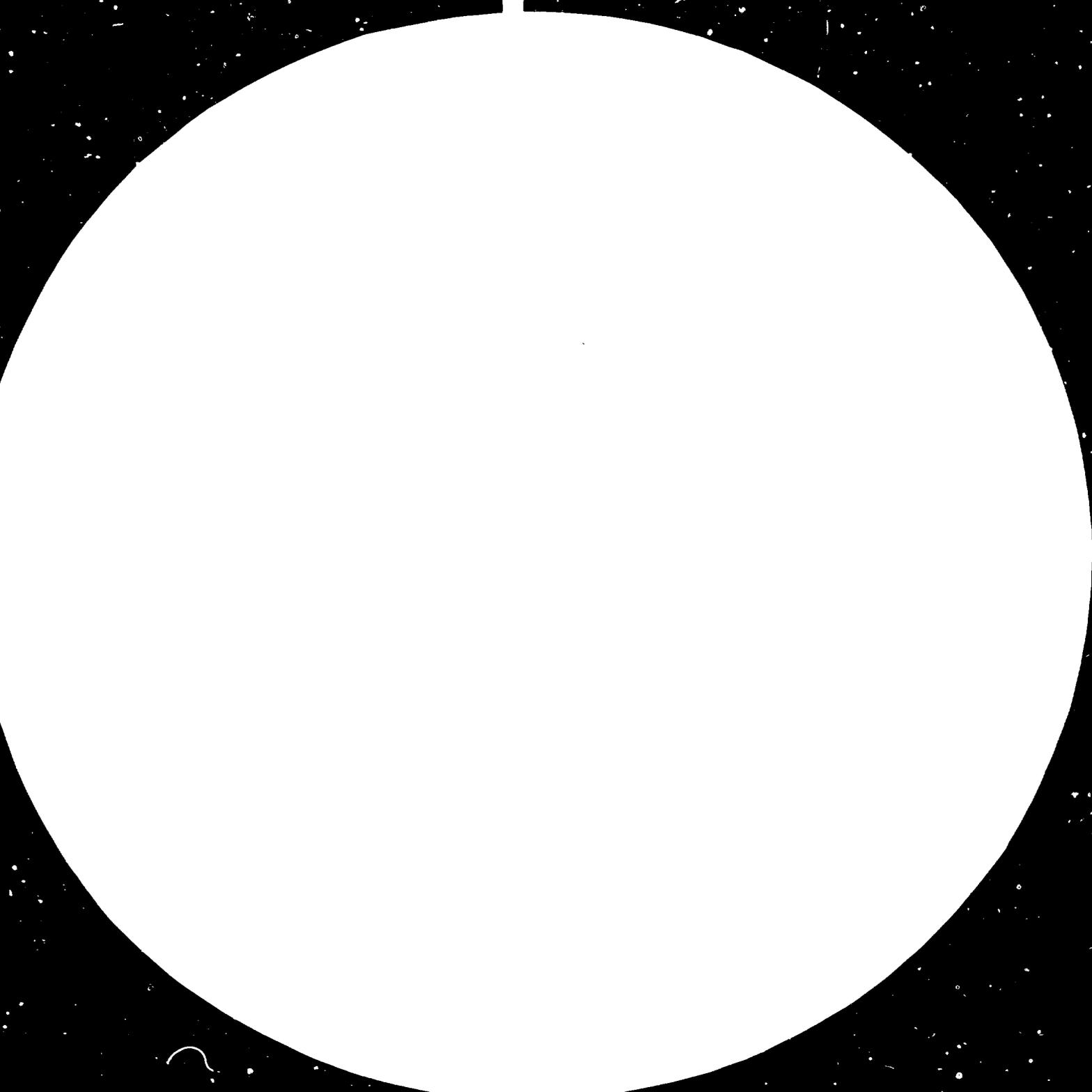
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

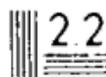




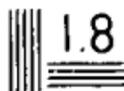
2.8



3.2



4



Wavelengths are given in micrometers (microns) and are indicated by the number in the center of each pattern. The number of lines per millimeter is indicated by the number in the center of each pattern.

10143

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Distr. LIMITEE
UNIDO/IO.384
3 octobre 1980
FRANCAIS

Population,
Développement économique
et
Industrialisation *

Préparé par le
Secrétariat de l'ONUDI

90100.

* Cette étude n'a pas fait l'objet d'une révision formelle

80-44463

P L A N D U D O C U M E N T

INTRODUCTION

- Référence au précédent document de l'ONUDI 1976 (ID 76/1655) sur "Les Effets de l'Industrialisation sur la Population"
- Evolution du contexte général et nouvelles données susceptibles d'influencer les relations Industrialisation-Démographie

CHAPITRE I - LES EFFETS DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

SECTION I : Les rythmes de croissance

- A - Au plan mondial et régional
- B - Au plan national

SECTION II : Les charges et profits attachés à l'évolution d'une population

- A - Les cas des pays développés
- B - Le cas des pays en développement

SECTION III : Les politiques de population

- A - Actions en matière de politique de population
- B - Les résultats et les nouvelles tendances

CHAPITRE II - LES EFFETS DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LA CROISSANCE DE LA POPULATION

SECTION I : La valeur des données statistiques et des analyses différentielles

SECTION II : L'évolution de la fécondité

- A - La fécondité dans les pays développés
- B - La fécondité dans les pays en développement
- C - Les données différentielles sur la fécondité

.../...

SECTION III : Les facteurs affectant l'utilisation des contraceptifs

- A - Les facteurs biologiques
- B - Les facteurs démographiques
- C - Les facteurs socio-éducatifs
- D - Les facteurs économiques
- E - Les autres facteurs

SECTION IV : Les déterminants socio-économiques de la mortalité

- A - Considérations générales
- B - La mortalité dans les pays développés
- C - La mortalité dans les pays en développement

SECTION V : Les déterminants des migrations internes

- A - Les difficultés liées à la distinction urbain-rural
- B - L'ampleur du phénomène migratoire
- C - L'incidence des migrations internes sur le développement

CONCLUSION GENERALE INDUSTRIALISATION ET POPULATION

- A - Les effets généraux de l'industrialisation
- B - Les effets d'un aménagement industriel rural

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) a en 1976 produit un rapport sur les relations existant entre le développement industriel et les différentes variables démographiques (1) ce document suivait de peu deux grandes manifestations qui ont marqué profondément l'activité des Nations Unies à cette époque :

- La conférence mondiale de la population (Août 1974 Bucarest)
- La 2ème conférence générale de l'ONUDI (Mars 1975 Lima)

Les objectifs de ces deux conférences se rapprochaient indéfiniment sur un point : mettre au point une stratégie mondiale, l'une dans le domaine de la population (Plan Mondial de la Population), l'autre dans le domaine de l'Industrialisation (Déclaration et Plan d'action de Lima) et ce dans le cadre de la récente philosophie des relations internationales prônée par le Nouvel Ordre Economique Mondial. On pouvait par ailleurs au-delà de ces aspects formalisés trouver bien d'autres points de convergence. Le cri d'alarme lancé par certains tenants d'une limitation draconienne de la population mondiale trouvait un évident écho dans le développement d'une série de théories selon lesquelles une progression trop rapide de la population impose des charges telles que l'effort national de développement et plus précisément de développement industriel est fortement hypothéqué, entraînant les situations fort connues de cercles vicieux de la pauvreté et de paupérisation croissante. A l'inverse d'autres théories affirmaient que le rythme de croissance de la population n'était nullement en cause dans ce processus de blocage mais qu'il fallait voir là les conséquences directes d'une appropriation des richesses du monde, d'une part au plan international (impérialisme économique), d'autre part au niveau interne à bon nombre d'Etat (inégalités sociales).

Le document établi par l'ONUDI s'efforçait donc "d'analyser l'influence de l'industrialisation perçue en tant que dynamique sur les diverses lois qui régissent la structure et la répartition spatiale des populations".

(1) L'auteur du présent rapport fut également l'auteur de ce document publié dans les références suivantes : Original français n° VC/INI/75/015 id 76/1655
Traduction anglais n° id 76/1457

Il ne convient pas de revenir ici sur l'analyse faite des relations objectives entre le développement industriel et le niveau des variables démographiques deux éléments permettent d'affirmer la pertinence de ces relations .

- Malgré les nombreuses attaques légitimes contre la sur-industrialisation dans les pays riches et les dangers qu'elle peut représenter au plan écologique, le modèle du développement par l'industrialisation reste le seul universellement reconnu, même et surtout si on s'efforce d'en définir une nouvelle version moins contraignante pour les hommes et l'environnement.

- Par ailleurs la théorie de la transition démographique qui s'efforce de relier les facteurs de modernisation d'une société et le niveau des variables démographiques naturelles (fécondité, mortalité) trouve aujourd'hui une nouvelle vigueur auprès des spécialistes qui lui forment un cadre d'application plus général introduisant un élément complémentaire essentiel: la vitesse du processus.

Les conclusions établies dans ce précédent rapport permettaient de mettre en évidence plusieurs séries de comportements liées d'une certaine manière au mode de vie de la famille, lui-même étroitement dépendant des structures productives et notamment de l'importance de l'industrialisation. Toutefois la faible incidence des populations directement engagées dans le secteur industriel dans les pays en développement, limitait grandement la pertinence des comparaisons dans ces contrées ; tout au plus pouvait-on avec certitude relever les écarts dans le cadre des pays riches et au niveau international.

- Mortalité : Cette variable était suffisamment sensible au niveau de développement atteint au point qu'elle soit retenue comme indicateur représentatif de ce même niveau de développement. Il convient cependant de distinguer les données macro-économiques parfaitement hiérarchisées, des données micro-économiques beaucoup dépendantes de l'organisation du monde du travail spécifique à chaque Etat.

- Fécondité : Elle apparaissait essentiellement dépendante de la volonté du couple qui décidait rationnellement ou non de la dimension de sa descendance ; les relations mises en évidence n'étant que le reflet du comportement des familles vis-à-vis du désir de descendance, souvent implicite, toujours fortement influencé par l'environnement socio-économique. Dans ces conditions toute modification du contexte socio-économique agissait sur le niveau du phénomène :

. L'urbanisation dans un premier temps tend à favoriser la fécondité, disparition des tabous, meilleure hygiène, puis dans un second temps l'adoption d'autres standards de vie entraîne une réduction de la descendance finale par femme.

. L'éducation influe assez sensiblement sur la fécondité et l'on observe en général un rapport inverse entre le nombre d'années d'études de la mère et le nombre d'enfants nés au cours de sa période féconde.

. Les liens avec le revenu sont également typiques, la descendance finale augmente au fur et à mesure de l'évolution du niveau de vie jusqu'à un seuil où la relation s'inverse rapidement. Ce seuil est très variable selon les pays.

. Enfin l'environnement sanitaire présent dans les villes diminue les causes de mortalité et de stérilité mais en ce domaine les inégalités sont élevées (forte concentration des équipements).

- Migrations : Les migrations internes apparaissent très directement liées à l'absence d'emploi dans le secteur rural et au très fort décalage entre les revenus disponibles en zone rurale et en zone urbaine. Les conséquences sont nombreuses, tant au plan des effectifs qui viennent grossir la population déjà urbanisée, qu'au plan des modifications structurelles conséquence d'un courant toujours sélectif. Les migrations internationales apparaissent d'une autre nature et si les écarts de revenus sont un élément moteur, la politique économique et industrielle (niveau d'accumulation du capital, place des innovations, transferts de technologie) semble fondamentale dans la création et l'entretien de courants internationaux de travailleurs.

Ce rappel des conclusions passées il convient à nouveau de poser la problématique des relations réciproques entre la démographie et le développement industriel afin d'une part de tenir compte du contexte récent et d'autre part d'apporter les précisions nouvelles que les différents spécialistes ont depuis mis en évidence.

L'évolution économique mondiale dans la seconde partie de la décennie n'a guère apporté de modification aux rapports entre Etats ; et si les producteurs de matières premières recherchées (pétrole, métaux rares,...) ont vu se dégager des compléments de ressources monétaires importants la majorité des pays en développement ont subi durement le renchérissement de l'énergie comme celui des produits alimentaires et manufacturés, conséquence du développement de l'inflation dans les pays industriels, eux-mêmes

confrontés à des difficultés évidentes. Dans un climat aussi morose, on ne devait guère attendre une évolution spectaculaire de l'industrialisation dans les régions les moins favorisées alors que la conquête de débouchés extérieurs restait l'objectif prioritaire des pays nantis et que les ressources disponibles consacrées à l'obtention de biens étrangers, notamment destinés à l'investissement, voyaient leur pouvoir d'achat s'amenuiser au fil des mois. Ainsi "Dix pays à peine ont réalisé plus de 70 % de la croissance de la production manufacturière depuis 1966. Dans la plupart des autres pays en développement la croissance industrielle au cours des dernières années a été minimale ou nulle" (1).

La Conférence de New Delhi a constaté cependant une série de faits nouveaux qu'il convient de prendre en compte si l'on entend considérer l'incidence de l'Industrie sur les faits de population. Ainsi, divers processus de restructuration industrielle au plan international sont perceptibles, en particulier dans les branches où les gains de productivité sont assez faibles dans les pays développés (textile, habillement, papiers,...) et dont l'implantation en pays en développement semble favorable en termes relatifs (2)

De même "l'expérience montre que les objectifs d'une industrialisation rapide et d'une atténuation de la pauvreté grâce au développement des campagnes peuvent être complémentaires. Il est possible d'accroître l'emploi et les revenus dans les zones rurales en encourageant les petites entreprises qui utilisent les ressources locales et en produisant les biens de consommation et de production qui correspondent aux ressources et aux besoins de ces régions" (3).

Dans le même temps au plan démographique les éléments ont, compte tenu de l'inertie des faits de population, peu évolué, ce qui ne veut en aucun cas dire que la perception que les spécialistes en ont ne s'est pas sensiblement modifiée.

Au plan mondial, la population a augmenté en cinq années de quelque 350 millions d'hommes, chiffre somme toute assez élevé eu égard aux 4,3 milliards d'individus peuplant actuellement la Terre. Cependant, c'est dans la répartition de ce "surplus" que se situe l'un des faits ayant pris une ampleur nouvelle : face à une stagnation récente, voire à une nette tendance au dépeuplement de bon nombre de pays riches, la croissance continue des habitants des régions les plus pauvres peut apparaître comme un élément supplémentaire de destabilisation d'un équilibre démographique qui s'effritait depuis longtemps.

L'extension des politiques de population en liaison avec les politiques de développement s'est étendue dans une direction assez libérale. Cependant, devant l'efficacité assez limitée du planning familial, on a accéléré la mise en place de "l'éducation en matière de population" sur laquelle les experts fondent beaucoup d'espoir.

(1) ONUDI L'industrie dans le Monde depuis 1960 Progrès et Perspectives page 5

(2) Toutefois cette remarque ne s'applique pas aux pays en développement les plus favorisés susceptibles de consacrer une forte plus value à des projets industriels très capitalistiques.

(3) ONUDI Op Cit page 13

L'évolution des données naturelles se caractérise par une certaine stabilité des phénomènes, les évolutions précédemment observées dans les pays se poursuivent sans toutefois atteindre toujours les objectifs initiaux. Cependant, c'est dans un certain tassement des "différentialités" dans les pays nantis que se situe le fait le plus marquant, alors que dans les pays en développement, le retard de la connaissance statistique limite gravement ce type de connaissance.

Enfin, dans le domaine des migrations internes, la croissance urbaine reste très préoccupante, les informations les plus récentes permettent de mieux mesurer les décalages persistants entre population urbaine, population ayant un emploi, population occupée dans le secteur industriel. Pour tenter d'enrayer ce courant continu vers les villes, certains projets ont pour objectifs de fixer une partie de la population rurale non agricole à partir d'opérations de développement rural intégré s'appuyant sur une infrastructure industrielle décentralisée.

C'est dans cet esprit particulier qu'a donc été réalisé ce nouveau document de l'ONUDI dans lequel on s'est surtout efforcé de mesurer les effets de la croissance de la population sur le développement économique et plus particulièrement l'industrialisation et réciproquement les effets des politiques de développement et plus particulièrement l'industrialisation sur la croissance de la population. Eu égard à cet objectif prioritaire on s'est efforcé dans une conclusion générale d'apporter des réponses claires sur les inter-relations industrie-population.

CHAPITRE I LES EFFETS DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION
SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

Les préoccupations en terme de politique de population et de politique de développement et les recherches sur leurs inter-relations sont un phénomène relativement récent, double conséquence d'une modification sensible des rythmes, d'une part d'évolution des populations et d'autre part de création des richesses.

Les prémices de ces bouleversements se situent en Europe Occidentale au cours de la seconde partie du dix huitième siècle alors que l'on observe simultanément une série de "révolutions" tant dans le domaine des idées que dans celui des modes de production... ou des lois de reproduction des hommes.

Ce que l'on appellera plus tard la transition démographique (1) processus complexe qui voit se développer, après une lutte plus efficace contre la mortalité, une maîtrise plus effective de la fécondité, va marquer profondément l'histoire de l'humanité au moins aussi profondément qu'un autre phénomène plus apparent l'industrialisation. La croissance de la population, la division du travail associée à l'accumulation du capital, modifient irrémédiablement les liaisons ancestrales qui gouvernaient jusqu'alors les peuples de cette région.

Plus tard, l'exportation partielle de ces diverses "révolutions" sans lien réel avec les sociétés où l'on tente de provoquer les mutations observées dans d'autres lieux et circonstances, provoque une série de déséquilibres auto-entretenus (qui s'apparentent aux cercles vicieux) qualifiés par certains auteurs d'explosifs ou d'implosifs, expressions des graves dangers qui font encourir à ces collectivités les relations socio-économiques irrationnelles et désordonnées qui dorénavant les régissent.

Le passage d'un équilibre naturel entre la mortalité et la natalité situé à un niveau élevé des indicateurs (40 à 50 ‰) à un nouvel équilibre à un niveau beaucoup plus bas (environ 15 ‰) n'a donc pas revêtu les mêmes modalités dans les pays dits aujourd'hui développés et dans les régions encore en développement. Le retard à la baisse de la fécondité qui caractérise les seconds - conséquence d'une subsistance de l'environnement socio-économique ancien - ayant conduit à un fort décalage entre les deux composantes s'exprimant par un taux élevé de la croissance de la population.

Ainsi s'est développée l'étude désormais indispensable du rythme de la croissance ou de la décroissance démographique en relation avec le développement économique et plus particulièrement l'une de ses composantes majeures, l'industrialisation.

(1) Voir document précédent ONUDI n° ID 76/1655

Le rythme de la croissance ou plus exactement les rythmes respectifs de croissance des différentes variables entrant dans le processus général de développement, sont à la base même de la réflexion sur la place des politiques de population au sein même du cadre plus global des politiques de développement.

A ce stade de la réflexion, il apparaît dès maintenant essentiel de dépasser très nettement le stade primaire d'une comparaison des taux de croissance de la population et d'un indice macro-économique de richesse (P.I.B. ou tout autre indicateur). Sans doute dès ce niveau, une évolution plus rapide du nombre d'hommes que celle de la production de richesse permet-elle d'affirmer un appauvrissement inéluctable de cette collectivité, toutefois, et c'est là que la critique a toute son importance, la réciproque n'a qu'une faible signification si on n'assortit pas une telle conclusion apparemment positive de toute une série d'éléments complémentaires relatifs à l'inégale distribution des richesses et aux diverses répartitions humaines (place de l'urbanisation, familles engagées dans le secteur moderne, travailleurs de l'industrie,...)

On va donc dans ce chapitre procéder à un rappel succinct des rythmes respectifs de croissance de quelques variables fondamentales (composantes naturelles de la population - migrations internes - données disponibles sur le développement), en considérant non seulement les aspects mondiaux et régionaux mais aussi divers exemples nationaux jugés représentatifs. On pourra ainsi constater la variété des situations et montrer l'impact de la population sur le développement en précisant les charges et les profits qu'elle induit.

SECTION I -- Les rythmes de croissance

A - Au plan mondial et régional

Quelques chiffres très globaux permettent de situer l'étendue des difficultés soulevées par la croissance de la population, de 1960 à 1980 au cours des deux premières décennies pour le développement - la population mondiale est passée de 3 milliards à 4,4 milliards d'individus soit un accroissement de près de 50 %.

Sans doute, le fait est souvent souligné, cette progression n'est-elle pas également répartie et si les régions développées ont eu un apport net de quelques 0,2 milliards, dans les régions en développement l'augmentation a atteint 1,2 milliards d'habitants ! Une analyse régionale permettrait de constater que c'est en Afrique et en Amérique Latine Tropicale que les croissances ont été les plus rapides alors qu'en Europe Occidentale et surtout septentrionale on tendait vers la stagnation.

La répartition spatiale ne peut manquer de poser de graves difficultés, sachant que le renforcement de l'urbanisation dans la majorité des pays en développement observés au cours de la dernière décennie devrait se poursuivre. Actuellement le taux d'urbanisation est de 28 % dans les régions les moins favorisées contre 68 % dans les pays nantis, or, une série de faits hypothèquent actuellement le développement des campagnes, les courants migratoires ainsi entretenus s'ajoutant à la croissance naturelle élevée des zones urbaines impliquent pour l'avenir une croissance excessive des villes s'il n'est pas trouvé rapidement de remèdes à cette situation, notamment dans le domaine du développement rural intégré.

Dans cet esprit, les perspectives établies par le B.I.T. et la F.A.O. ne manquent pas d'être inquiétantes; d'ici à l'an 2.000 soit en un quart de siècle la main-d'oeuvre mondiale devrait s'accroître de 1 milliard d'individus passant de 1,6 à 2,6 milliards de travailleurs. Or dans le même temps il n'est envisagé qu'une augmentation de 0,1 milliard de personnes dans l'agriculture, le surplus devant trouver nécessairement un emploi dans le secteur secondaire ou dans le secteur tertiaire.

Là aussi les évolutions régionales sont assez nettement différenciées, et l'on peut opposer l'accroissement de quelques millions de travailleurs en Europe (+ 35 millions) ou en Amérique du Nord (+ 36 millions) aux situations de l'Afrique (+ 132 millions) de l'Amérique Latine (+ 105 millions) ou de l'Asie Méridionale (+ 375 millions).

Le cadre général de la problématique démographique mondiale ainsi posé, tant au plan des effectifs (résidents, actifs,...) que des rythmes de croissance ou des répartitions agricoles, se voit renforcé quand on se réfère aux principales données économiques.

Ainsi, à l'inégale répartition spatiale des hommes on peut opposer l'inégale répartition des richesses, près de 9.000 \$ pour le P I B par tête en Amérique du Nord contre moins de 300 \$ en Asie Méridionale ou dans l'Afrique de l'Est; déséquilibres renforcés par le clivage urbain-rural où les revenus moyens dans une même région peuvent varier de 1 à 5.

En terme de croissance, les renforcements des déséquilibres paraissent eux aussi toujours contribuer à une radicalisation des situations entre pays pauvres et pays riches. Et ce ne sont pas les quelques taux de croissances plus favorables dans les régions en développement (accroissement de l'emploi dans l'industrie manufacturière notamment) qui peuvent réellement contribuer à une modification sensible des positions acquises, s'adressant à des effectifs absolus toujours très faibles.

B Au plan national

Ces quelques données régionales posées il convient d'apporter plusieurs précisions au niveau de certains pays jugés représentatifs, on se limitera ici aux quelques indicateurs les plus couramment employés ce qui ne signifie nullement qu'ils puissent être réellement représentatifs, toutefois leur utilisation vient renforcer le discours politique dans la majorité des cas au détriment souvent d'une approche plus rationnelle.

On retiendra ainsi le taux de croissance naturel et ses deux composantes, l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile, la part des personnes urbanisées, la part des enfants de moins de quinze ans le pourcentage de la population active occupée dans l'industrie manufacturière enfin malgré sa faible valeur reconnue et faute de mieux le P I B par tête. La reprise d'indicateurs somme toute peu représentatifs doit être ici considérée comme exemplaire des processus théoriques sous jacents nécessairement impliqués par de telles références.

Quelques données par Etat (fin de la décennie 70)

Pays	Croissance Population	Natalité	Mortalité	Espérance de vie	Mortalité infantile	Urbanisation	% pop. act. ind. manufac	P.I.B. par tête
Maroc	3,2 %	46 ‰	14 ‰	53 ans	133 ‰	38 %	8,2 %	570 \$
Soudan	2,7	46	18	46	141	20	4,0	300
Indonésie	2,0	35	14	50	91	18	6,5	300
Hong Kong	1,2	18	5	72	14	92	44,4	2.590
Pérou	2,8	40	12	55	80	62	12,5	830
Jamaïque	2,3	30	7	69	20	41	10,8	1.150

On a également jugé utile de fournir ces mêmes données pour les pays développés à différents moments de leur histoire, de manière à souligner les différences entre des processus dont il apparaît de plus en plus certain qu'ils sont de nature différentes.

Données sur quelques pays développés pendant leur phase de décollage

Pays	Croissance Population	Natalité	Mortalité	Espérance de vie	Urbanisation	% Pop. act. ind. manuf.
Angleterre						
1750	0,0 %	30 ‰	30 ‰	(30 ans)		
1800	1,2 %	35 ‰	23 ‰	(35 ans)		
1850	1,0 %	33 ‰	23 ‰			27 %
France						
1750	0,2 %	35 ‰	33 ‰	(30 ans)		
1800	0,5 %	32 ‰	27 ‰	34 ans	19 %	14 ‰
1850	0,4 %	27 ‰	23 ‰	42 ans	26 %	20 ‰
Japon						
1.00	1,4 %	35 ‰	21 ‰		16%	
1925	1,4 %	33 ‰	19 ‰		30%	

.../...

Le taux de croissance constaté pour les divers pays varie assez fortement à l'intérieur d'une même région, dans des rapports allant souvent du simple au double. On peut à ce propos constater qu'il n'existe pas de corrélation très claire entre le taux de croissance et le niveau des variables composantes (taux de natalité - taux de mortalité); certains pays bénéficiant pour des raisons géographiques historiques ou économiques d'indices de mortalité assez bas peuvent malgré tout se caractériser par une forte croissance naturelle. La dépendance de ces indicateurs vis à vis des structures par âges spécifiques à chaque pays explique en partie la faible valeur des comparaisons spatiales, on peut toutefois rappeler qu'en Europe durant la phase de la transition démographique (deuxième moitié du 18^e siècle et 19^e siècle) les taux de croissance n'ont pas dépassé 1 %.

Les conséquences d'une telle situation sont assez claires, la majeure partie des pays en développement devraient constater en l'état des choses un doublement de leur population tous les quarts ou les tiers de siècle. Un tel rythme de progression apparaît difficilement compatible avec les données économiques internes aux régions les plus pauvres et avec les règles de coopération internationale en vigueur.

Ce bilan assez sombre est confirmé par une série de faits qui vient renforcer les tendances observées :

- Le niveau élevé non seulement de la mortalité infantile mais aussi d'un autre indicateur moins usité, la mortalité juvénile. Actuellement les survivants à cinq ans représentent au mieux les trois quarts des effectifs originels d'une génération. La lutte contre la mortalité des jeunes a donc tendance à renforcer les taux de croissance et à alourdir plus que proportionnellement les charges des Etats par un renforcement au moins momentané de la proportion des jeunes.

- La répartition spatiale des populations à l'intérieur d'un même Etat apparaît également très inégalitaire, certaines régions se vident peu à peu au profit des zones plus favorisées ou des grandes villes qui voient leur taux de croissance naturel amplifié de l'incidence migratoire.

L'ensemble de ces informations montre s'il en était besoin qu'au delà d'une réflexion en terme de taux de croissance il est essentiel de mesurer les effets de structure qui seuls peuvent renseigner sur l'avenir à moyen et à long terme.

SECTION II - Les charges et profits attachés à l'évolution d'une population.

La situation actuelle est essentiellement due, non pas à une sur-fécondité comme trop d'études le laissent encore croire, mais à un décalage entre les deux composantes de la croissance naturelle d'une population: la loi de mortalité et la loi de fécondité. Ce décalage est jugé "anormal" car encore très récent dans l'histoire de l'humanité et dangereux dans ses conséquences par de nombreux économistes qui y voient des entraves très inquiétantes pour le développement. Il est en effet fort difficile de situer l'opportunité de l'évolution d'une population hors du cadre majeur de l'économie. Alors que dans certaines périodes antérieures le nombre d'hommes a été jugé favorable tant dans ses effets sur la production (main-d'oeuvre) que sur la consommation (débouchés), aujourd'hui, un rythme élevé de la croissance de la population nationale ou urbanisée apparaît à même d'hypothéquer gravement non seulement les chances de développement de la population en cause mais la survie même de l'humanité. Ainsi une fois de plus, on peut constater que le fait démographique, loin d'être le fait premier de toute analyse et de toute stratégie, apparaît comme une variable seconde, dépendante dans la détermination de la situation économique et des perspectives d'un développement se situant non pas ex post, à une donnée démographique, mais ex ante à celle-ci et donc nécessairement dominateur.

On s'oriente ainsi vers la notion d'optimum, concept essentiellement théorique qui s'exprime soit dans la dimension idéale d'une population eu égard aux objectifs économiques et politiques d'un Etat (il s'agit là d'une situation assez rare destinée plus à frapper l'opinion qu'à être réellement opérationnelle) soit dans la comptabilité des rythmes respectifs de croissance de la population et de l'économie. Cette dernière perception de l'optimum peut être explicite ou implicite mais dans les deux cas, elle doit très largement dépasser les agrégats les plus grossiers pour se consacrer aux faits fondamentaux, en particulier les dynamiques des structures.

Il convient de distinguer les pays développés des pays en développement comme on a pu le constater dans les sections précédentes relatives aux indicateurs de la croissance. Cependant, il importe de souligner que si dans les deux grands groupes de régions les conséquences sont assez opposées et donc les politiques proposées très différentes, elles apparaissent se recommander d'une même démarche: adapter la population aux données économiques et politiques au moyen de politiques de population incitatives ou dissuasives cherchant à influencer sur le modèle sociologique en vigueur par des procédés assez semblables, à tel point que les nouvelles stratégies relatives à "l'éducation en matière de population" apparaissent tout aussi adaptées à une situation de sur ou de sous peuplement qu'il faut qualifier de "relatif".

A - Les cas des pays développés.

Comme il l'a été stipulé les pays développés accusent dans l'ensemble une baisse sérieuse de leur fécondité, dont les conséquences, si elles se poursuivent, ont à long terme des effets négatifs malgré quelques bénéfices à moyen terme.

Les conséquences à court et à moyen terme apparaissent favorables, la contraction des effectifs des jeunes se traduit par une réduction des besoins liés à leur présence : enseignement, santé, prestations familiales. Si cet effet est mécanique et donc facilement appréhendable, l'incidence économique - croissance de la population active, déplacement de la demande finale des ménages, incidences sur l'épargne et l'investissement (développement de l'épargne privée, autres formes d'investissement) - est, elle plus sujette à discussion.

Les conséquences à long terme aboutissent toutes à un vieillissement et à un affaiblissement absolu du pays sans pour autant garantir une amélioration plus importante du bien-être de ses habitants. Ces conséquences sont de deux ordres :

Economiques.

- . Pénurie de main-d'oeuvre
- . Vieillissement de la population active et accroissement relatif des personnes âgées dont la charge est plus lourde que celle d'un jeune.

Politiques.

- . Accroissement de l'interventionnisme de l'Etat afin de limiter les effets des tensions liées à la pression des coûts sociaux et à l'apparition de goulots d'étranglement.
- . Modification des corps électoraux et probablement des politiques intérieures et extérieures.
- . Déséquilibres croissants entre les effectifs de population vivant dans les régions développées et ceux habitant dans les régions en développement dans le cadre de l'accès aux ressources naturelles disponibles.

B - Le cas des pays en développement.

Les pays à faibles revenus présentent dans la majorité des cas des caractéristiques démographiques semblables :

- une fécondité élevée.
- une mortalité soit assez faible soit en diminution.
- une accélération de la croissance de la population.
- une répartition par âge particulièrement jeune.
- des migrations internes et externes.

Ces caractéristiques entraînent plusieurs conséquences importantes pour l'économie d'un pays en développement, celui-ci doit subvenir aux besoins nouveaux suscités par le surplus de population, supporter un poids d'inactifs important principalement représentés par les jeunes dont la proportion avoisine souvent 40 à 45 % et enfin faire face aux déséquilibres spatiaux nombreux

due aux migrations internes qui dépeuplent certaines régions et intensifient l'urbanisation, l'ensemble de ces charges venant s'ajouter au légitime désir d'améliorer nettement la situation de la population déjà présente.

À partir de ces considérations, de nombreux auteurs ont développé une série de théories sur les rapports entre population et économie. Les principales études statistiques récentes s'appuient sur ces différentes théories mais c'est le concept de "Coefficient de Capital" (1) - ou rapport entre l'investissement additionnel nécessaire pour obtenir une unité supplémentaire de produit - qui revient le plus souvent, car il souligne particulièrement les difficultés qui risquent de réduire à peu de choses les efforts consentis par de nombreux pays en vue d'un développement de type "moderne". La charge relative à la seule croissance de la population, compte tenu du coefficient de capital, atteint ainsi des niveaux d'investissement annuels très élevés peu compatibles avec une épargne insuffisante, même si ce coefficient de capital est sans doute moins élevé que diverses études le laisseraient envisager il y a seulement quelques années. Ainsi, même dans l'hypothèse de technologies très adaptées et abstraction faite des investissements d'infrastructure pourtant indispensables, la création d'une richesse additionnelle s'avère-t-elle très coûteuse en terme de part du revenu national soustrait chaque année des maigres disponibilités. Sans doute le schéma ainsi décrit s'adresse aux pays les plus pauvres mais aussi le plus souvent les plus peuplés et les plus dynamiques au plan démographique. Cette opinion est en particulier partagée par Ansley J. Coale qui souligne que pour accélérer le processus de modernisation, une économie doit augmenter le niveau de son investissement net mais que si un niveau élevé de l'investissement net est une condition nécessaire elle est non suffisante à un rythme rapide d'industrialisation. Or, dans les mêmes conditions de population active et de revenu total, le niveau de l'investissement net réalisé par une population à faible fécondité sera supérieur à celui réalisé par une population à forte fécondité. Par ailleurs, la population au sein de laquelle la charge des enfants est plus lourde supporte une pression constante pour diriger ses fonds d'investissement vers des utilisations moins productives dans l'immédiat (alphabétisation, santé, logement...).

Une nouvelle fois, on peut penser que la problématique gagnerait en clarté si l'analyse trop globale proposée s'efforçait tout à la fois de poser les problèmes en terme de structure et en terme de dynamique. C'est ainsi que, caractériser une région par le taux de croissance de sa population est très insuffisant, il apparaît essentiel au contraire de montrer l'évolution des rapports entre les différentes populations fonctionnelles ; il serait ainsi possible de constater que la pertinence de certains besoins est variable dans le temps compte tenu du remplacement des générations.

Les études sont nombreuses sur la valeur du capital out-put ratio qui vient en multiplicateur du taux de croissance souhaitable dans l'avenir de la production intérieure (égal à la somme du taux de croissance de la population et du taux de croissance du produit par tête). La valeur élevée du coefficient (il varie de 4 à plus de 10) est due aux lourdes charges additionnelles impliquées par le manque d'infrastructures. Cette situation explique

(1) Capital out put ratio.

les tentatives pour concilier un fort taux de croissance de population et les charges imposées par la croissance économique ; une partie de la solution pouvant sans doute provenir d'une meilleure prise en compte du secteur dit "informel".

Les changements structurels de la population imposent au-delà des stricts effets de croissance, une adaptation des plans de développement économiques face à des problèmes dont l'expression peut être ancienne (croissance urbaine,...) mais l'ampleur est telle qu'ils représentent sans doute l'un des plus grands défis pour l'humanité au cours des deux prochaines décennies. On doit en effet souligner que la prise en compte des seuls indicateurs de croissance apparaît très insuffisante, les transformations structurelles en cours pouvant décupler les effets attendus. On retiendra plus particulièrement trois aspects majeurs :

- L'extrême jeunesse de la population et son renforcement probable du fait de la lutte contre la mortalité infantile et juvénile, impliquent la subsistance de taux de dépendance très élevés qui trouveraient une plus grande signification dans l'hypothèse de mutations économiques faisant moins appel au travail des enfants (par là même le rôle de l'enfant s'en trouverait très sensiblement modifié, sa place dans la famille évoluerait favorisant des descendance finales plus limitées).

- La croissance urbaine dont on sait la double origine (taux de croissance naturel des urbains et taux d'immigration) pose des problèmes d'une gravité extrême et nécessite une nouvelle stratégie de répartition spatiale tant des équipements que des activités productives notamment industrielles. En effet, au delà des coûts économiques et sociaux incommensurables d'une urbanisation gigantesque, on peut s'inquiéter pour le développement des campagnes, des conséquences d'un appauvrissement continu en individus les plus jeunes les plus formés et les plus entreprenants.

- La faible productivité d'une main d'oeuvre pléthorique peu formée qui subit un chômage chronique très grave tant dans les campagnes qu'à la ville et dont il importe de satisfaire la demande légitime d'emplois : on remarquera à ce propos le danger des raisonnements en terme de taux de croissance comparatifs, les résultats encourageants de l'évolution de l'emploi dans le secteur productif étant très inférieurs aux besoins et en tout état de cause très insuffisants pour modifier significativement la répartition actuelle entre les diverses activités nationales. Il faudrait ajouter à cela le risque de voir le chômage rural s'amplifier dans plusieurs régions du fait de la grande raréfaction de nouvelles terres cultivables.

Enfin il convient de ne pas négliger une conséquence directe de la croissance de la population : l'accroissement de la demande. Dans le secteur spécifique de la production des biens manufacturiers, certains produits apparaissent très directement liés à la taille d'une population au-delà même de son niveau de solvabilité, or la prévision à moyen et long terme est dans ce cas tout à fait possible.

Pour conclure sur les relations entre le développement urbain et l'évolution de l'emploi industriel on peut relever l'analyse de S.H. PRESTON * qui à partir des données régionales entre 1950 et 1970 relève une relation tendancielle pour les régions en développement selon laquelle le pourcentage de main-d'oeuvre dans l'industrie est égal à la moitié du pourcentage de population urbaine. On peut craindre à terme une détérioration rapide de ce coefficient si d'autres schémas de croissance industrielle, notamment dans le cadre d'opérations de développement intégrés, ne sont pas mis en oeuvre.

SECTION III - Les politiques de population.

Dresser à l'heure actuelle un bilan des politiques en matière de population est une gageure, le nombre de pays adoptant des politiques, déclarées ou indirectes, anti ou pro natalistes, augmente sans cesse depuis le début des années 1970 et plus particulièrement dans cette seconde partie de la décennie. Si les causes apparaissent assez claires eu égard à la doctrine dans le domaine des inter-relations entre la population et l'économie, l'expression même de ces diverses politiques, leurs objectifs avoués, sont beaucoup plus complexes à analyser.

- Pour les pays développés la baisse de la croissance démographique et le lot de ses conséquences intérieures et internationales à terme ne peut manquer d'inquiéter une partie des responsables politiques qui, tout en libérant les règles relatives à la diffusion des contraceptifs ou à l'avortement - faits sans retour en arrière possible liés à l'évolution des moeurs - s'efforce par un jeu complexe de mesures économiques complémentaires d'aider les familles acceptant une descendance supérieure aux standards sociologiques du moment.

- Dans les pays en développement la volonté d'enrayer une natalité jugée trop importante s'exprime soit par des plans officiels de planification des naissances soit par la tolérance manifestée à propos des activités d'organismes privés locaux ou étrangers. A ces actions directes sur la fécondité s'ajoutent souvent toute une série de mesures d'ordre législatif plus ou moins coercitives (élévation de l'âge légal au mariage, suppression des aides accordées aux familles au-delà d'une n^{ème} naissance, ...). Dans tous les cas, on peut constater les difficultés à développer l'emploi de la contraception au sein de populations pauvres peu sensibilisées à une telle problématique et la persistance de valeurs traditionnelles notamment en ce qui concerne la nuptialité (mariages précoces liés à des questions de dots - large descendance et rôle majeur de l'enfant de sexe mâle - ...). C'est ainsi qu'en Tunisie les efforts en faveur du planning familial semblent avoir eu des effets légèrement inférieurs, en terme de naissances évitées, que l'application de la législation relative au retard de l'âge légal au mariage.

Naissances enregistrées entre 1967 et 1975	1.912.000
Effet de l'évolution de la structure par âge	+ 276.000
Effet de l'évolution de la nuptialité	- 156.000
Effet de l'évolution de la fécondité	- 120.000

(Source Planning Familial - Tunisie)

Il ne peut être question d'aborder une analyse détaillée des différentes politiques par régions et pays, de nombreux ouvrages spécialisés des Nations Unies et des Associations Internationales de Planning Familial publient très régulièrement des études qui se veulent exhaustives sur cette question. On peut cependant apporter deux séries d'informations qui sans être originales permettent de replacer tous les efforts entrepris dans le domaine de la planification des naissances dans un contexte plus concret.

A - Actions en matière de politique de population.

Dresser une typologie des diverses actions entreprises par les pays en vue d'adapter leur population à la réalité économique est un travail fort complexe difficilement complet. On peut cependant se référer à la classification établie par la Banque Mondiale qui constitue une excellente référence.

Actions pro-natalistes

- Utilisations de contraceptifs interdite
- Vente illégale de contraceptifs
- Vente de contraceptifs autorisée, publicité interdite
- Incitations pro-natalistes
 - . Cédutions fiscales pour les enfants
 - . Aides à la maternité
 - . Allocations familiales
 - . Réductions dans les services publics pour les grandes familles
 - . Bourses d'études

Laisser faire

Actions anti-antalistes

- Support officiel des programmes volontaires de planning familial
 - . Aides aux organisations privées
 - . Facilités financières accordées
- Programme officiel de planning familial
 - . Utilisation des services publics de santé
 - . Facilités
- Programme officiel de planning familial comprenant des campagnes de motivation
 - . Objectifs démographiques explicites
 - . Utilisation des communications de masse, réunion de groupes, visites individuelles
 - . Education en matière de population
- Programme officiel de planning familial et stimulants économiques
 - . Paiements pour acceptation (immédiats ou différés)
 - . Absence de primes de grossesse
 - . Encouragements pour les mariages tardifs
 - . Bourses d'étude pour les enfants des familles réduites
- Réduction des droits et privilèges aux enfants de rangs élevés
 - . Avantages de la sécurité sociale réservés aux petites familles
 - . Discrimination en faveur des familles de faible dimension pour le logement public
 - . Réduction des autorisations habituelles pour les grossesses nombreuses

- Restrictions aux mariages
 - . Age légal élevé
 - . Sanctions sociales, restrictions des aides aux familles
- Restrictions du nombre d'enfants
 - . Autorisation pour avoir un enfant
 - . Sanctions sociales
 - . Taxations des enfants
- Contrôle involontaire de la fécondité
 - . Stérilisation temporaire
 - . Stérilisation forcée

A partir de cette typologie, la Banque Mondiale s'est efforcée d'estimer le nombre d'individus soumis à tel ou tel type de réglementation ; le tableau synthétique qui a été élaboré permet de situer clairement une géopolitique des actions sur la population; on y trouve une quadruple répartition par Grande Région du Monde :

- nombre de pays concernés
- répartition des pays par type de politique
- nombre d'individus concernés
- répartition des individus par type de politique.

A noter que pour réaliser une telle synthèse, on est nécessairement conduit à privilégier l'aspect majeur de la politique d'un Etat afin d'éliminer d'éventuels double-comptes dus à des actions parfois contradictoires.

On peut succinctement indiquer qu'en fonction de la population concernée, les pays développés se répartissent pour 30 % en "laisser faire", 45 % en programmes officiels de planning familial et 15 % à classer dans la catégorie pro-nataliste. Dans les pays en développement il convient de distinguer les différentes régions, ainsi en Afrique et en Amérique Latine le laisser faire affecte près de 40 % des personnes alors qu'il n'est que de 4 % en Asie. Par contre dans le domaine des politiques anti-natalistes c'est en Asie que l'on observe les incitations les plus fortes 28 % voire parfois la coercition 40 % alors que dans les autres régions on ne relève aucune action de ces types.

En terme de pays concernés, les conclusions sont évidemment influencées par la taille respective des Etats. Dans les pays développés les positions sont légèrement moins tranchées à partir d'un renforcement des tenants de programmes s'adressant à des volontaires. Dans les pays en développement les écarts sont plus sensibles ; forte prédominance du "laisser faire" en Afrique (70 %) renforcement des politiques officielles de planning en Amérique Latine (78 %) plus fort libéralisme en Asie ou près de la moitié des pays se contentent d'un certain laisser faire (43 %).

On peut en conclusion aisément rapprocher ces différentes répartitions de la conception dominante vis-à-vis de la variable démographique, sentiment de sous-peuplement absolu en Afrique, croissance de la population raisonnable jugée souhaitable en Amérique Latine, volonté de limiter strictement la progression des effectifs en Asie. Il s'agit là d'une classification nécessairement simplificatrice, la position d'un pays développé en dépopulation virtuelle n'ayant qu'un lointain rapport avec la volonté d'un Etat soumis à une explosion démographique même si dans cette typologie ils figurent dans le même groupe !

POLITIQUES DE POPULATION REPARTITION PAR PAYS ET POPULATIONS CONCERNÉES

	Total Monde				Total Régions Développées				Total Régions en Développement				Régions en Développement															
													Afrique				Amérique Latine				Asie				Océanie			
	Pays	%	Population	%	Pays	%	Population	%	Pays	%	Population	%	Pays	%	Population	%	Pays	%	Population	%	Pays	%	Population	%	Pays	%	Population	%
Ensemble	171	100	8.665,682		36	100	1.089,510		135	100	2.576,172		53	100	359,305		36	100	260,483		40	100	1.954.747		6	100	1.631	
1 Utilisation de contraceptifs interdite	-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-	
2 Vente illégale	2	1	36,927		2	6	36,927		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-	
3 Vente autorisée publicités illégales	2	1	24,308		2	6	24,308		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-	
4 Incitations pro-natalistes	4	2	96,546		4	11	96,546		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-	
5 laisses faire	71	42	635,341		8	22	327,853		63	47	307,488		37	70	134,367		8	22	102,350		17	43	70,652		1	16	119	
. Pro nataliste	13)	(8)	(373,016)		(2)	(6)	(248,079)		(11)	(8)	(125,937)		(8)	(15)	(29,119)		(2)	(6)	(96,144)		(1)	(3)	(674)		-		-	
. Neutre	53)	(31)	(243,150)		(6)	(17)	(79,774)		(47)	(35)	(163,376)		(26)	(49)	(97,192)		(6)	(17)	(6,206)		(14)	(35)	(59,589)		(1)	(16)	(119)	
. Anti nataliste	(5)	(3)	(18,175)						(5)	(4)	(18,175)		(9)	(6)	(7,706)		-		-		(2)	(5)	(10,309)		-		-	
6 Support officiel au programme volontaire	26	15	259,018		7	19	115,265		19	14	143,753		6	11	89,059		8	22	26,914		5	13	27,700		-		-	
7 Programme officiel	32	19	661,162		13	36	488,611		19	14	172,551		3	6	59,338		13	36	94,098		1	3	18,332		2	33	703	
8 Programme officiel incluant une campagne de motivation	31	18	615,726		-		-		31	23	615,726		7	13	76,541		7	19	37,121		14	35	501,329		3	50	735	
9 Programme officiel et incitations é-conomiques	1		547,368		-		-		1		547,368		-		-		-		-		1	3	547,368		-		-	
10 Réduction des droits pour les enfants de moins de 18 ans	1		2,110		-		-		-		2,110		-		-		-		-		1	3	2,110		-		-	
11 Restriction au mariage	-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-	
12 Restriction du nombre d'enfant	1		787,176		-		-		1		787,176		-		-		-		-		1	3	787,176		-		-	
13 Contrôle involontaire de la fécondité	-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-	
Information non valable	3 ^b		17,796 ^b		-		-		3 ^b		17,796 ^b		-		-		-		-		-		-		-		-	

Source: I.P.U.

B - Les résultats et les nouvelles tendances

Comme on pourra le constater dans le chapitre suivant, hormis quelques pays où le processus de baisse de la fécondité était déjà en grande partie acquis, la diminution des principaux indicateurs est fort lente dans les régions en développement alors que ces mêmes indices s'effondrent dans les pays nantis. Fort de l'expérience de la dernière décennie (70/80), on doit admettre la très grande difficulté à influencer les modèles de la reproduction humaine par le simple jeu de mise à disposition de contraceptifs ou par le biais d'incitations diverses anti ou peu natalistes ayant le plus souvent des incidences financières. La taille d'une famille s'avère la conséquence profonde d'un environnement socio-culturel excessivement pesant que de simples mesures superficielles ont peu de chances d'infléchir. Dans ces conditions, seule une action sur les fondements et les concepts mêmes de cet environnement socio-culturel, apparaît aujourd'hui à même de modifier sensiblement les comportements individuels et collectifs.

L'éducation en matière de population est donc née d'une prise de conscience dans les agences des Nations Unies de l'importance de l'éducation au niveau des phénomènes de population dans le monde contemporain - qu'il s'agisse d'accroissement démographique rapide, de processus de dépopulation, de courants migratoires ou d'urbanisation. L'éducation en matière de population se propose d'aider les jeunes scolarisés ou les adultes à définir et comprendre la nature, les causes et les conséquences des phénomènes démographiques et leurs relations avec les données du développement économique social et culturel.

Les phénomènes relatifs à la population étant par essence des phénomènes sociaux, l'éducation donnée à cet égard consiste non seulement à enseigner la dynamique de la population dans son ensemble, mais à montrer l'influence réciproque qui s'exerce entre l'individu - dès son plus jeune âge - et la population dont il fait partie. Les valeurs, le mode de vie et le comportement de chaque individu influent sur les tendances démographiques notamment en ce qui concerne la dimension de la famille, les coutumes matrimoniales, les pratiques contraceptives. Réciproquement, la compréhension des phénomènes démographiques au niveau collectif modifie le système de valeurs et en conséquence le comportement humain.

L'éducation en matière de population consiste tout d'abord en l'étude des connaissances et des attitudes relatives à la famille et à la sexualité. Elle aborde ensuite les inter-relations entre la population et son environnement socio-économique en privilégiant l'analyse des liens entre les attitudes micro-économiques et les conséquences macro-économiques.

L'objectif on le voit est très large, mais il apparaît en tout état de cause totalement indissociable d'une modification sérieuse de l'environnement socio-culturel et économique. Une nouvelle fois l'antériorité du phénomène de développement reste fondamentale, au mieux peut-on espérer une complémentarité, des actions menées, basée sur les écarts d'âges des générations en cause (jeunes scolaires - adultes actifs) susceptible de favoriser à moyen terme une simultanéité des évolutions favorables des indices économiques et démographiques.

CHAPITRE II - LES EFFETS DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT
SUR LA CROISSANCE DE LA POPULATION.

Les effets des politiques de développement sur la croissance de la population peuvent s'exprimer de deux manières. D'une part au plan théorique le lien économie - population est généralement admis - la transition démographique en est une des principales expressions - c'est même un argument souvent utilisé par les pays en développement qui soulignent dans les conférences internationales la priorité des politiques de développement dans le cadre d'une meilleure maîtrise de la population. Toutefois cet accord presque unanime se concrétise difficilement dans les trop rares études s'efforçant de mettre en évidence les liens existant entre certains aspects du développement économique et social et la croissance des populations.

Ce constat ainsi passé il est donc nécessaire de procéder par certains détours si l'on tente de décrire les inter-relations les plus pertinentes : on étudiera successivement les niveaux des différents phénomènes démographiques en fonction de facteurs socio-économiques représentatifs puis on s'efforcera dans une conclusion générale ultérieure de présenter les liens entre l'industrialisation et la croissance démographique.

SECTION I - La valeur des données statistiques et des analyses différentielles

Deux questions fondamentales se posent actuellement au Monde, qu'il s'agisse des régions développées où la baisse de la fécondité implique en l'état un dépeuplement à terme, ou des régions en développement où l'importance de la mortalité et la forte fécondité restent préoccupantes. La première interrogation porte sur l'évolution même de l'indicateur du phénomène étudié, apparemment simple, ce thème, contrairement à certaines analyses, ne peut être réellement abordé dans un grand nombre de pays en développement faute de séries statistiques suffisamment longues ou suffisamment fiables pour assurer une comparabilité satisfaisante. La seconde, sans doute beaucoup plus importante, a trait aux critères mêmes de l'analyse différentielle des phénomènes démographiques, essentielle et préalable à toute action c'est-à-dire à toute mise en place d'une politique de population au sens le plus large. Evidemment née dans les pays développés où les critères économiques de différenciation des populations sont plus aisément quantifiables et où les statistiques sociales sont nombreuses, l'analyse différentielle voit non seulement ses conclusions mais sa démarche même remises en cause dans de nombreux pays industriels alors qu'elle reste excessivement difficile à transposer dans les pays moins nantis; les raisons principales de cet échec paraissent résider dans les critères traditionnels de différenciation retenus jusqu'alors (religion, éducation, activité, habitat, revenu, ...)

Un récent rapport des Nations Unies consacré à la fécondité (1) indique dans ses prémisses : "Dans la majorité des pays peu développés ni le volume ni la qualité des mesures de la fécondité n'étaient suffisants pour l'étude des tendances, aussi pour la plupart d'entre eux la discussion est-elle limitée au niveau atteint pour la fécondité à la date la plus récente pour laquelle on disposait de mesures acceptables généralement autour de 1970". Plus loin ce même rapport précise : "Il a été possible d'évaluer les tendances pour tout ou partie de la période écoulée depuis 1950 pour chacun des pays développés ainsi que pour 17 pays d'Amérique Latine, 5 d'Afrique et 7 d'Asie".

(1) Niveau et tendance de la fécondité dans le Monde 1950/70 ONU n° P.77.XIII.2

Ainsi, en dépit des efforts notamment des Nations Unies dans le domaine de la connaissance des populations, on estime que pour 42 % de la population mondiale on manque encore de bases pour calculer des estimations fiables de la fécondité (seuls 35 % de la population mondiale est soumis à un enregistrement satisfaisant des naissances).

Dans le domaine de la mortalité les incertitudes restent grandes également, en particulier si l'on s'efforce de mieux connaître certains taux spécifiques tels la mortalité infantile ou juvénile. On peut à ce propos souligner les effets de "mode" qui pour des raisons de pure opportunité politique privilégient tour à tour l'étude de l'un ou de l'autre phénomène. On risque ainsi de prendre conscience avec retard du renforcement probable dans certaines régions de la mortalité due à la résurgence de maladies endémiques (1) et à une reconcentration des équipements sanitaires.

Ainsi on le voit, les jugements sur l'évolution des données démographiques sont très sujets à caution et il est particulièrement difficile à ce jour d'émettre une opinion sur l'importance des modifications qui affectent tel ou tel indicateur. Plus grave, il convient de se garder d'un biais systématique qui consisterait à transposer à l'ensemble de la Région les quelques données qui ont pu être enregistrées avec une certaine sécurité sur une portion de celle-ci. Il existe bien évidemment une forte corrélation entre l'organisation statistique d'un Etat, son niveau de développement et la valeur absolue de ses indicateurs démographiques.

Par ailleurs cette remise en cause des principaux taux a des conséquences multiples notamment sur la détermination du taux de croissance naturel, élément indispensable dans la réflexion sur les relations entre la politique démographique et la politique de développement. Ce taux simple résultante de deux grandeurs incertaines pour lequel si les erreurs peuvent se compenser elles sont aussi susceptibles de s'additionner. Si l'on prend l'exemple d'un pays en développement qui se caractériserait par les indices moyens calculés par les Nations Unies pour l'ensemble des Régions en développement et que l'on admet une erreur de 10 pour cent, incertitude somme toute très acceptable pour qui manie les statistiques socio-économiques, le taux de croissance de cette population se situerait entre 1,7 pour cent et 2,5 pour cent ; soit un doublement de la population allant de 40 à 25 ans... une imprecision impressionnante surtout pour les responsables de la planification locale ! On conçoit dans ces conditions qu'au delà même des difficultés à obtenir des informations chiffrées il soit particulièrement recommandé de les utiliser avec beaucoup de circonspection tant pour se féliciter d'une baisse attendue... que pour s'alarmer d'une hausse apparemment anormale.

(1) Cette opinion a été en particulier émise par certains participants au Colloque de Démographie Africaine qui s'est tenu à Abidjan en Janvier 1979 sous l'égide de l'IFORD.

Deux autres aspects de la qualité et de l'utilisation des statistiques démographiques doivent être également soulignés. Le premier concerne les grandes incertitudes vis-à-vis du "calendrier" des phénomènes démographiques c'est-à-dire du rythme d'apparition d'un type d'événement, naissances ou décès, en fonction de l'âge. Là aussi à fortiori les imprecisions sont nombreuses, les écarts entre les âges réels et les âges déclarés étant souvent importants, or ces informations sont particulièrement précieuses pour qui veut tenter de promouvoir un espacement des naissances et mettre en place un plan de lutte contre la mortalité des adultes. Le second tient au classement traditionnel des sujets d'étude et à la perception souvent délicate des indicateurs utilisés, ainsi souligne-t-on souvent une baisse de la fécondité en utilisant le taux brut de reproduction, cette situation tout à fait objective cache cependant une réalité qui peut s'avérer une mauvaise surprise pour les dirigeants politiques d'un pays. Dans la majorité des cas la baisse de la fécondité ne signifie en aucun cas la baisse de la natalité et ce pour deux raisons fort claires :

- Dans les populations des régions en développement, la jeunesse des habitants qui s'exprime par l'importance des jeunes générations est le gage d'une forte natalité future quelle que soit la valeur de l'indice fécondité, du seul fait de la présence d'un nombre élevé de mères potentielles; il s'agit là de l'effet de la "dynamique" des populations sorte d'énergie incluse en plus ou moins grande quantité dans la structure d'une population.

- La baisse de la fécondité s'accompagne en général d'un recul concomitant de la mortalité c'est-à-dire d'une plus grande survie des mères potentielles et donc d'un plus grand nombre de naissances probables. Là aussi il importe de percevoir la mesure de la réalité et de substituer l'indice net (tenant compte de l'importance de la mortalité) à l'indice brut quand on retient le taux de reproduction dans le cadre d'une réflexion pratique sur les relations entre les politiques de populations et les politiques de développement.

Les préoccupations relatives à l'analyse différentielle en matière de population sont très directement liées avec la compréhension des phénomènes démographiques dans le cadre d'une action possible sur le niveau de ces phénomènes. Ainsi s'était-on efforcé jusqu'à ce jour de mesurer l'incidence de telle ou telle variable socio-culturelle ou économique sur l'intensité de la fécondité ou sur le risque mortalité. On se doit de reconnaître que ces différents travaux, conduits dans les pays développés, ont permis depuis la dernière guerre mondiale de mettre en évidence une série de comportements différenciés.

Il convient cependant de remettre en question moins la méthode que les variables jusqu'alors retenues dans les pays développés. A titre d'exemple, on peut faire référence à la distribution du nombre d'enfants en fonction d'un critère socio-économique classé des familles les moins favorisées aux plus favorisées, qui suivait la forme d'un "J" renversé (cette répartition a été mise en évidence en France et dans d'autres pays nantis). De même

la mortalité apparaissait dans les pays industriels très étroitement liée avec le niveau de vie ou l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle. Sans doute avait-on déjà observé à l'époque une certaine redondance des variables sélectionnées, les individus les plus favorisés ayant tout à la fois une meilleure formation, un revenu plus élevé, un emploi de plus haute responsabilité, et une résidence urbaine. Or ce type d'analyse devient depuis quelques années de moins en moins discriminant, l'homogénéisation des comportements implique à terme la référence à d'autres critères pour expliquer le niveau des variables.

Cette remise en cause des méthodes de l'analyse différentielle paraît se situer à plusieurs niveaux tant dans les pays développés où elle s'était appliquée avec une certaine efficacité que dans les pays en développement où elle reste une voie de recherche sans aucun doute privilégiée dans le cadre des politiques démographiques au sens large (lutte contre la mortalité - tentatives pour mettre en place un nouveau modèle de fécondité).

- Dans les pays industrialisés la baisse importante de la fécondité ne permet plus de faire référence aux seuls critères monétaires ; des analyses psycho-sociologiques, notamment prenant en compte le rôle et la place de l'enfant devenu un bien de consommation entrant en concurrence avec d'autres biens sur le marché, apparaissent indispensables (on comprend mieux ainsi l'échec des politiques pro-natalistes axées exclusivement sur des avantages financiers). De même le développement d'une éducation minimale et l'accès à une médecine socialisée réduisent les écarts de mortalité qui apparaissent aujourd'hui beaucoup plus liés aux conditions de travail (horaires alternants - postes en atmosphères éprouvantes - proximité de machines en mouvement) au sein d'un même groupe socio-professionnel qu'entre métiers différents.

- Dans les pays en développement, on se doit tout d'abord de constater que si les critères en partie inefficaces dans les régions nanties s'avèrent pertinents, ils ne sont pas entièrement transposables en l'état et nécessitent une série d'adaptations à des sociétés très spécifiques qui suivent des sentiers de développement différents. Par ce fait, certains critères prennent une importance toute particulière tels l'urbanisation ou l'éducation alors que d'autres pour l'heure sont inopérants faute de sous-population suffisamment différenciée à la fois en terme d'effectif et de comportement (la faible antériorité du processus d'industrialisation dans bon nombre de pays ne permet pas encore de repérer un comportement de classe ouvrière). On peut donc dans cet esprit envisager une extension de différentes typologies, l'urbanisation en donnant un bon exemple ; il conviendrait en effet de distinguer différents modes de vie attachés à la résidence rurale (nomades - sédentaires - proximité d'équipement - ...) tout comme à la résidence urbaine (ancienneté de la migration - localisation au sein de la ville - statut de l'occupation - secteur d'activité - taille de l'agglomération - ...) Autant de précisions pertinentes qui dépassent très largement la simple distinction urbaine rurale actuellement utilisée et débouchent sur des critères de mode de vie adaptés à la réalité sociologique des collectivités étudiées.

SECTION II - L'évolution de la fécondité.

Les différents développements ci-dessus ont alerté le lecteur sur la relativité des données disponibles sur la fécondité dans les pays en développement, on s'efforcera cependant de présenter ci-après les données les plus fiables.

A - La fécondité dans les pays développés.

L'évolution de la fécondité dans les pays nantis est l'un des faits les plus marquants de l'évolution démographique de ces dernières années. Le phénomène est fort répandu et les données sur les taux de mortalité en 1978 confirment la baisse observée depuis moins de dix ans et dont l'importance surprend toujours la plupart des spécialistes et des responsables des politiques de population. Ainsi la majorité des indices relevés pour les pays d'Europe de l'Ouest ou du Nord sont inférieurs à 14 ‰, situation qui n'avait jamais été observée hormis dans les périodes de crises graves. Dans l'Europe du Sud les niveaux sont plus élevés - 15 à 18 ‰ - mais là aussi la baisse est certaine même si elle est plus lente, l'Italie en particulier se situant désormais au niveau des Pays Bas. Dans les pays de l'Europe de l'Est, on constate une tendance identique mais les taux restent nettement supérieurs à ce que l'on observe ailleurs - 14 à 19 ‰ - Enfin les pays développés appartenant aux autres régions du Monde ont un indice avoisinant 15 ‰.

Cette situation se trouve confirmée par l'indice de fécondité du moment (affranchi de l'incidence des structures différentielles par sexe et âge entre les divers Etats). Toutefois le classement que l'on pouvait établir ci-dessus est quelque peu remis en cause du fait de la disparition des situations de vieillissement relatif pris en compte par le taux de natalité. C'est ainsi que les pays développés non-européens ont un comportement identique à celui de l'Europe de l'Ouest ou du Nord.

En tout état de cause on constate que la baisse rapide de la fécondité du moment qui ne présage pas de manière certaine de la descendance finale des générations s'est quelque peu ralentie en 1977/78. Cependant la majeure partie des pays industrialisés, hormis l'Europe du Sud et de l'Est, restent affectés par des indices du moment très en deçà du remplacement à l'identique des générations (le nombre moyen d'enfants par femmes évoluant pour ces dernières années entre 1,4 et 1,8).

La situation démographique observée dans la plupart des pays développés, qui tranche très nettement de ce que l'on constate dans le reste du Monde, ne manque pas d'être jugée par certains de préoccupante voire de très inquiétante. Les effets invoqués peuvent se regrouper autour de trois thèmes principaux :

.../...

Evolution récente de la fécondité dans les pays développés

Pays	Taux de Natalité				Indice Synthétique de Fécondité			
	1975	1976	1977	1978	1965	1970	1975	1978
1 FRANCE	14,7	13,6	14,0	13,8	2,84	2,47	1,92	1,84
2 NORVEGE	14,1	13,3	12,6	12,7	2,93	2,51	1,99	1,76
3 PAYS BAS	13,0	12,9	12,5	12,6	3,04	2,58	1,67	1,59
4 REP. FED. ALL.	9,7	9,8	9,5	9,4	2,51	2,01	1,45	1,39
5 ROYAUME UNI	12,5	12,1	11,8	12,3	2,83	2,44	1,81	1,76
6 SUEDE	12,7	12,0	11,6	11,2	2,42	1,92	1,78	1,59
7 ESPAGNE	18,7	18,3	18,0	-	2,95	2,86	2,76	-
8 ITALIE	14,8	13,9	13,2	12,6	2,65	2,39	2,19	-
9 HONGRIE	18,4	17,5	16,7	15,7	1,82	1,96	2,39	2,14
10 REP. DEM. ALL.	10,8	11,6	13,3	13,8	2,48	2,19	1,54	1,89
11 URSS	18,1	18,4	18,1	-	2,46	2,39	2,41	-
12 U S A	14,8	14,8	15,3	15,3	2,96	2,48	1,81	-
13 AUSTRALIE	17,3	16,7	16,1	15,7	2,97	2,85	2,23	-
14 JAPON	17,1	16,3	15,5	15,1	2,14	2,13	1,91	-

Source INED

- L'évolution très divergente entre les pays industriels dont bon nombre sont en dépopulation virtuelle face aux régions en développement caractérisées par une progression rapide du nombre de leurs habitants. Cette expression purement quantitative de la transformation de l'équilibre démographique mondial prend un sens beaucoup plus profond quand on évoque les tentatives pour mettre en place un Nouvel Ordre Economique Mondial.

- L'existence d'une éventuelle corrélation positive entre le dynamisme démographique et le dynamisme économique dans les pays nantis. Difficile à démontrer de manière objective, cette idée n'en est pas moins souvent reprise dans un contexte purement idéologique.

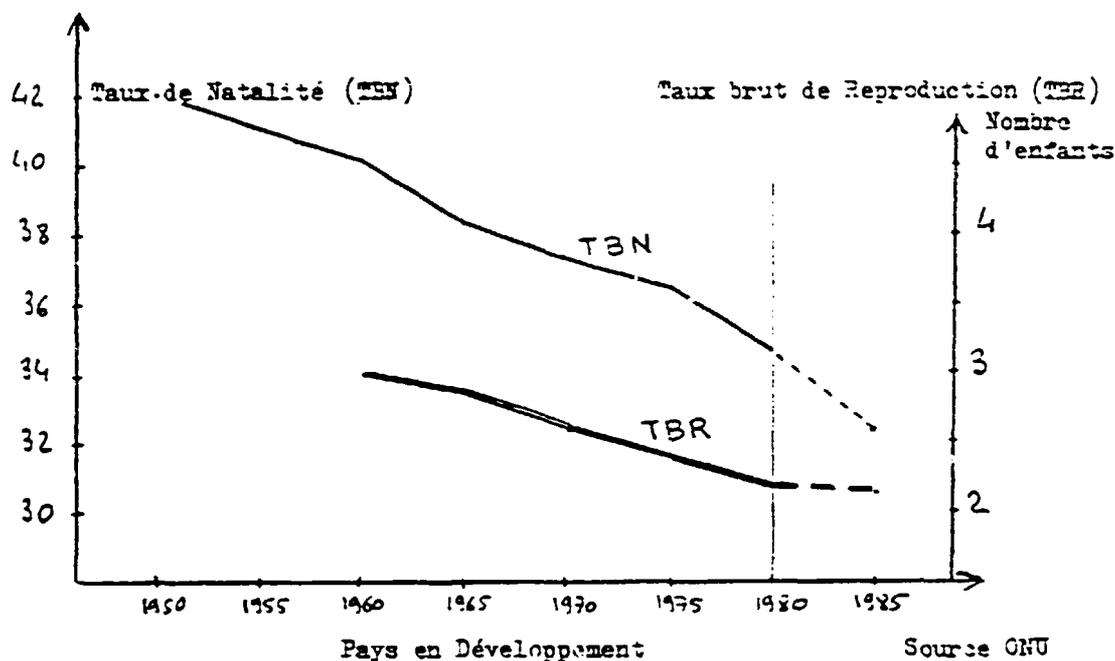
- Les effets d'une modification des structures par âge avec le renforcement de la part des personnes âgées face à un déclin relatif et souvent absolu des effectifs des jeunes générations. Situation qui ne manque pas de poser de délicates questions sur le financement à terme, des retraites par répartition, et du secteur médical socialisé.

On doit cependant, face à cette baisse rapide de la fécondité et devant l'ampleur des conséquences à moyen et long terme d'un tel processus, s'interdire de porter des jugements hâtifs sur la nature du phénomène, faute de savoir s'il s'agit d'un simple accident de parcours brutal mais limité dans le temps et dans ce cas sans conséquences irréversibles, ou s'il s'agit d'une modification beaucoup plus profonde, de nature tendancielle, susceptible de bouleverser irrémédiablement les données démographiques - mais aussi économiques - du Monde.

B - La fécondité dans les pays en développement.

La situation de la fécondité dans les pays en développement apparaît, selon les données les plus récentes disponibles, beaucoup moins tranchée qu'au début des années soixante. Certains pays ont vu en effet baisser assez sensiblement leurs indices en la matière notamment en Asie de l'Est pour les populations d'origine chinoise et dans certaines parties des Antilles. Cependant on observe toujours une haute fécondité en Afrique, dans la majeure partie de l'Asie du Sud et de l'Ouest ainsi que pour certains pays d'Amérique Latine. Ce très bref bilan permet tout d'abord de constater que les tendances à la baisse de la fécondité observées il y a quelques années dans un certain nombre de pays pour la plupart de petits pays (Singapour, Hong Kong, Cuba, Jamaïque) se sont dans la majorité des cas semble-t-il confirmé, mais que dans le reste des régions en développement, la situation a fort peu évolué ce qui somme toute est très logique quand on prend en considération l'ampleur du problème (freins culturels, faibles moyens utilisés, résistance aux facteurs de changement, lenteur des évolutions en matière démographique).

.../...



Dans tous les cas on peut regretter le faible nombre de données en terme de taux de reproduction, les informations disponibles sur les taux de natalité étant fort peu fiables au plan théorique puisque fortement influencés par la structure de la population étudiée. Dans ces conditions il n'est pas impossible d'observer sur une longue durée (deux décennies) une baisse du taux de natalité, qui n'est en aucun cas confirmée par une baisse corrélative du taux brut de reproduction. Il semblerait même que dans certains cas il puisse y avoir un renforcement du taux de reproduction comme le laissent entendre certaines remarques d'un récent rapport des Nations Unies. (1)

Par ailleurs et c'est là un point déjà évoqué ci-dessus, il est inquiétant que l'on ne dispose pas du taux net de reproduction qui permettrait de mesurer (associé au taux brut) les effets respectifs dus à la baisse de la fécondité et à celle de la mortalité. On fournit à ce propos ci-après un calcul type faisant la comparaison pour deux pays l'un développé, l'autre en développement, caractéristiques des situations moyennes d'une part de l'Europe Occidentale, d'autre part de l'Afrique Occidentale.

(1) Les perspectives d'avenir de la population mondiale évaluées en 1973
Nations Unies - Etudes démographiques - n°60 F76 XIII 4

Calcul comparatif des taux de reproduction								
Pay Européen				Ages	Pays Africain			
Indices de survie	Indices de fécondité	Naissances brutes	Naissances nettes		Indices de survie	Indices de fécondité	Naissances brutes	Naissances nettes
9830	23	115	113	15-19	7538	112	560	422
9703	122	610	592	20-24	7378	324	1620	1195
9773	125	625	611	25-29	7234	356	1780	1288
9738	65	325	316	30-34	7093	329	1645	1167
9688	25	125	120	35-39	6938	263	1315	912
9611	7	35	34	40-44	6789	148	740	502
9492	1	5	5	45-49	6617	37	185	122
Taux brut de reproduction : 0,898					Taux brut de reproduction : 3,828			
Taux net de reproduction : 0,874					Taux net de reproduction : 2,736			
<p>Remarque : pour le calcul du nombre des naissances brutes et nettes il convient de tenir compte que les taux de fécondité utilisés pour une période quinquennale ont une définition annuelle.</p>								

Sources : l'auteur

On constate que si les taux bruts de reproduction sont très différents, dans le rapport de un à cinq, les taux nets expression de l'interférence de la mortalité sont plus proches, dans le rapport de un à trois. Cet exemple fort simple permet de prendre conscience des effets d'une baisse plus rapide de la mortalité jusqu'à 50 ans voire même jusqu'à 35 ans (âge auquel les naissances acquises représentent entre les deux tiers et les trois quarts de la descendance finale) que celle éventuellement concomitante de la fécondité. Ceci va dans le sens d'une meilleure prise de conscience de l'énergie potentielle contenue dans les très forts indices de fécondité dont l'incidence n'a encore jamais pleinement affecté les pays caractérisés par un tel dynamisme du fait des risques élevés de mortalité. L'avenir peut être en ce domaine beaucoup plus sombre que ne l'indique la seule prise en compte du taux de croissance naturel.

Malgré les incertitudes relatives aux informations disponibles on précisera ci-après les principales caractéristiques officielles par grandes régions, selon les publications des Nations-Unies (1).

(1) En particulier World Population Trends and Policies ONU n° E 78 XIII 3

AFRIQUE

Le taux brut de natalité est réellement disponible pour seulement quatre pays qui par ailleurs ne sont pas représentatifs de la région, on ne peut donc dans ces conditions que se fier à des estimations.

AFRIQUE	Ensemble	Est	Centre	Nord	Sud	Ouest
1975/80	45,7	47,4	44,2	42,0	43,2	48,5
1980/85	44,3	46,4	44,3	40,5	41,3	47,9

Source ONU

Cette forte fécondité est la conséquence des mauvaises conditions sanitaires et nutritionnelles qui règnent dans la région et des règles familiales spécifiques qui favorisent une descendance élevée. (1)

ASIE

Le taux brut de natalité est disponible pour sept pays dont un est développé (le Japon) et les autres sont de petits Etats en aucun cas représentatifs de la région et qui bénéficient par ailleurs de conditions de développement économique assez particulières eu égard à la place qu'ils occupent dans le processus de transfert international des technologies.

ASIE	Ensemble	Est	Sud	Sud-Est	Centre Sud	Sud Ouest
1975/80	29,7	24,6	40,7	40,6	40,7	42,0
1980/85	28,8	22,3	38,4	38,3	38,4	40,7

Source ONU

La fécondité apparaît ici aussi très élevée hormis l'Est Asiatique où la baisse du nombre de naissances par femme est un événement assez ancien mais touche une faible fraction de la population (exception faite de la Chine où les données ne sont pas fournies). Le taux brut de reproduction estimé pour une date beaucoup plus récente (1970/1975) confirme les tendances fournies par le taux brut de natalité à savoir des indicateurs se situant entre 2,5 et 3,5 et ce, il faut le reconnaître, malgré une antériorité certaine de plan de planification des naissances dans cette région.

(1) C'est ainsi que la plupart des calculs effectués depuis 1965 pour tenter de préciser la valeur du taux brut de reproduction aboutissent à des indices avoisinant 3.

AMERIQUE LATINE

Les informations relatives à cette Région sont en général beaucoup plus fiables, elles se caractérisent par une dispersion relativement élevée conséquence de l'hétérogénéité des différents Etats la composant. En tout état de cause, on peut séparer d'une part les populations vivant dans les zones tempérées ou dans certaines îles des Antilles qui se caractérisent par une fécondité relativement peu importante, des autres populations de la zone tropicale et centrale soumises à un régime élevé.

AMERIQUE LATINE	Ensemble	Caraïbes	Centrale	Tempérée	Tropicale
1975/80	36,1	31,9	41,6	22,8	37,0
1980/85	35,0	31,2	40,8	21,9	35,4

Source ONU

Disposant de séries statistiques relativement anciennes quoique de qualités inégales, on peut observer un recul lent mais certain de la fécondité à partir d'une baisse de 0,3 à 0,5 point sur le taux brut de reproduction en une dizaine d'années (1960/70) soit une diminution d'environ un enfant en moyenne par femme.

C - Les données différentielles sur la fécondité.

On a déjà relevé la difficulté des études différentielles, on peut cependant pour quelques variables préciser certains comportements vis-à-vis de la fécondité qui, sans être à eux seuls explicatifs, sont suffisamment représentatifs des forces de progrès, on retiendra à ce propos deux variables, l'une l'éducation l'autre l'urbanisation, expressions aux plans micro et macro des tendances d'une modernisation des structures.

L'analyse des niveaux de fécondité selon le lieu de résidence est assez homogène quelles que soient les régions : D'une manière générale on constate une fécondité légèrement plus faible pour les générations de femmes les plus jeunes vivant à la ville. On se doit cependant de souligner que dans les pays en développement, les informations sont dans tous les cas très insuffisantes pour que l'on puisse clairement affirmer l'influence de cette variable (Dans les pays développés la liaison est plus claire mais elle affecte un nombre de plus en plus réduit de familles à la suite des migrations urbaines observées depuis la fin de la dernière guerre). La recherche d'explication dans les régions moins nanties se heurte à la faible qualité des données, cependant l'élévation de l'âge au mariage semble un des éléments fondamentaux. A remarquer que ce processus souffre de certaines exceptions notamment en Afrique où les migrants récemment urbanisés semblent avoir une descendance plus élevée due à une meilleure protection sanitaire et à une diminution des effets des tabous post-partum encore très présents dans les sociétés traditionnelles rurales. (Ainsi le non respect des interdits relatifs aux rapports sexuels

pendant l'allaitement du dernier né a-t-il pour effet une réduction de l'écart intergénérisique et donc un accroissement de l'intensité du phénomène en l'absence de pratiques anticonceptionnelles). Par ailleurs "Étant donné que les mesures des différences de fécondité, présentes et passées, reposent pour la plupart sur la parité moyenne de toute la population féminine ou sur le nombre d'enfants par femme, les disparités de proportions des femmes mariées et les différences d'âge au premier mariage, ainsi que les variations de la stabilité des unions légitimes, peuvent expliquer les écarts d'un secteur à l'autre" (1)

Descendance finale brute urbain/rural										
Pays	Japon	Corée	Thaïl.	Philip.	Bang.	Pakist.	Sri Lanka'	Porto Rico	Rép. Domin.	Mexico
Rural	3,07	5,98	6,69	6,00	5,77	5,40	5,85	6,07	8,48	7,13
Urbain	2,46	5,02	5,26	6,20	5,14	5,50	5,27	3,71	5,69	5,87
Pays	Chili	Pérou	Maroc	Malais.	El Salvador	Bésil	Inde	Parag.	Argent.	
Rural	6,31	6,43	7,15	6,20	7,29	6,69	5,83	7,18	3,42	
Urbain	4,08	5,26	6,94	5,30	7,19	4,75	5,76	4,79	2,05	

Source ONU

Au plan mondial les données sur l'influence de l'éducation sur la fécondité sont encore plus rares et rarement très fiables, il ressort cependant quelques tendances générales. D'une manière pratiquement constante on constate en Afrique une corrélation négative entre le degré d'instruction de la femme (plus que pour le mari) et la taille de sa descendance et ce surtout à partir de l'école primaire, avant on peut constater de manière limitée une corrélation positive pour quelques rudiments d'éducation. En Asie par contre le nombre d'enfants semble étroitement lié au degré d'instruction, il est vrai qu'il s'agit surtout pour la région Est de population faisant un usage assez important de moyens contraceptifs pour lequel le niveau d'éducation a toujours été considéré comme essentiel. Cependant là aussi on peut voir apparaître des corrélations positives pour les femmes ayant acquis un minimum d'éducation qui se singularisent ainsi notamment par rapport aux illétrées. En Amérique Latine le schéma est identique, seuls les pays développés échappent à ce modèle puisque une grande partie d'entre eux notamment l'Europe Occidentale, l'Australie, ... se caractérisent par une fécondité différentielle adoptant une répartition en fonction de l'éducation selon une courbe en "U" ou en "J" renversé ; les fécondités les plus élevées étant observées pour les femmes les moins instruites et les plus instruites (diplômées de l'enseignement supérieur). Dans d'autres pays développés, notamment l'Europe de l'Est, la corrélation reste dans l'ensemble exclusivement négative.

(1) Niveau et tendance de la fécondité dans le Monde 1950/70 ONU n° P.77.XIII.2 page 321

On peut cependant remarquer que l'éducation - comme dans une certaine mesure l'urbanisation - reste une variable très complexe à étudier compte tenu de la faible antériorité du processus de lutte contre l'analphabétisme pour les populations des pays en développement. Ainsi lorsque l'on parle de la descendance finale d'une femme selon le niveau d'éducation acquis, il convient d'avoir à l'esprit que les femmes ayant pu accéder à un diplôme donné il y a une quarantaine d'années sont en nombre excessivement limité et qu'il existe une très forte présomption qu'elles aient alors appartenu à des groupes largement favorisés. On est aujourd'hui confronté à un tout autre schéma et rien ne permet d'assimiler les femmes instruites achevant leur période féconde à celles qui l'achèveront d'ici dix, vingt ou trente ans. La seule solution de remplacement consisterait à comparer le nombre de naissances atteint à âge égal or cet indicateur est d'une utilisation trop délicate compte tenu d'une variation très certaine des calendriers qui fausse tout travail sérieux autre que celui portant sur l'intensité finale (45/50 ans).

Si ce bilan sur la fécondité reste modeste on se doit de préciser qu'il sera possible d'ici peu de disposer de données comparatives très intéressantes grâce aux efforts entrepris dans le domaine de la connaissance de la fécondité dans le cadre de l'Enquête Mondiale sur la Fécondité. Cette enquête effectuée dans un nombre élevé de pays représentatifs de la majeure partie des situations observables dans le monde, s'efforce en particulier de mesurer le niveau de la fécondité en fonction des critères considérés comme pertinents (habitat, éducation, emploi, structure familiale, histoire matrimoniale, attitude vis-à-vis de la contraception...). On peut craindre toutefois que subsiste malgré tout un certain nombre d'imprécisions sur le niveau des indices eu égard à la place que l'on a dû laisser à l'enregistrement rétrospectif des événements.

SECTION III - Les facteurs affectant l'utilisation des contraceptifs.

Les facteurs affectant l'utilisation des contraceptifs sont nombreux et il importe de les regrouper au sein d'une typologie simple afin d'être plus opérationnel mais dans ce domaine très complexe de l'interférence de données socio-éducatives, économiques, démographiques et biologiques il ne peut être question d'avoir la prétention d'être exhaustif ni de fournir un modèle universel, les spécificités des comportements micro-économiques restent encore un domaine mal connu et leurs inter-relations avec le macro-économique représentent l'une des questions les plus complexes de la recherche actuelle en Sciences Sociales.

A - Les facteurs biologiques.

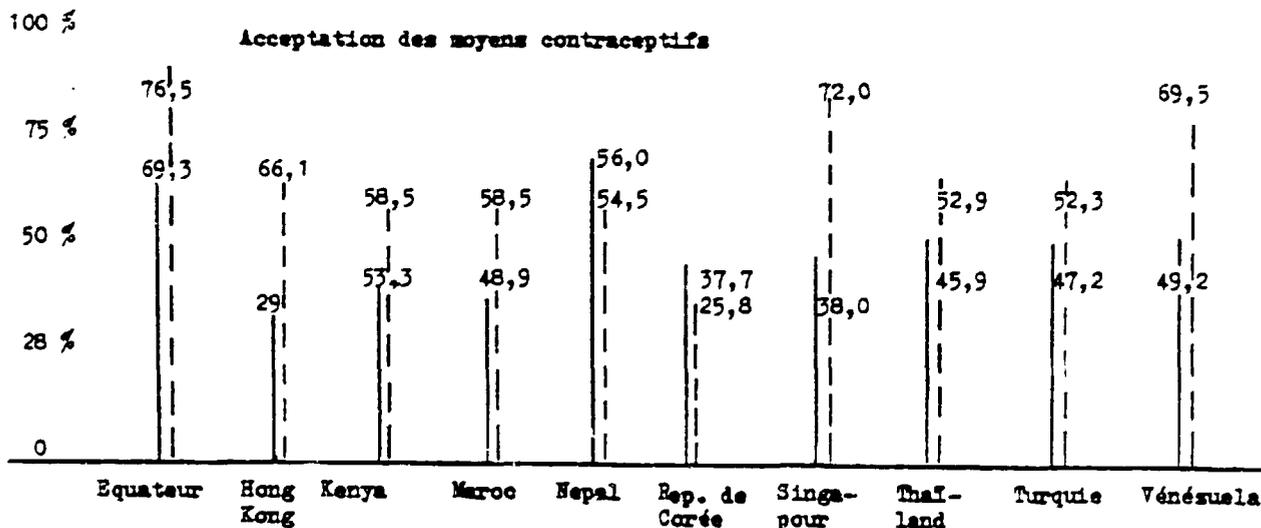
Il n'est pas dans les objectifs de ce document de reprendre l'analyse de la biologie de la reproduction et par voie de conséquence des différentes méthodes contraceptives proposées. On notera cependant qu'en ce domaine l'évolution de la connaissance a des implications très directes sur l'utilisation même des contraceptifs les progrès s'accomplissant dans deux directions principales : une plus grande efficacité des procédés jugés les moins fastidieux

et une réduction d'éventuels effets secondaires (mini-pilule - pilule longue durée - implant - nouveaux D I U). Une révolution technique proche mais dont les conséquences sont imprévisibles pourrait faire de la contraception une action non plus volontaire pour l'individu mais subie (comme elle l'est aujourd'hui pour la lutte contre les grandes maladies infectieuses).

B - Les facteurs démographiques.

On se limitera ici au seul sexe féminin, mais il est bien évident que l'homme possède en ce domaine un rôle majeur tant au niveau de ses caractéristiques démographiques (âge - écart d'âge avec son épouse - nombre d'épouses) que de son attitude vis-à-vis de la contraception masculine ou féminine et du choix de la taille de sa descendance. On commence seulement à l'heure actuelle à le prendre en compte dans les études spécialisées.

Il apparaît clairement que le succès éventuel d'un programme de diffusion des contraceptifs dépend très directement des caractéristiques démographiques des acceptantes ; des femmes de moins de trente ans, voire de 25 ans, dont la parité est peu élevée constituent la cible prioritaire de toute action. En effet trop souvent dans le passé on a inclu dans les statistiques d'acceptantes des femmes en fin de période féconde pour lesquelles l'impact à la marge était très faible (naissances supplémentaires évitées) bien que leur adhésion à une méthode soit plus profonde car plus motivée (lassitude devant une parité déjà jugée trop élevée).



% de femmes mariées de 15-29 / par rapport aux femmes mariées
 % d'acceptantes de 15-29 / par rapport aux acceptantes

De même les plus récentes informations disponibles aux Nations-Unies (1) permettent de constater qu'il existe une certaine corrélation entre la méthode utilisée et l'âge de l'acceptante, mais ici les rôles de la législation nationale et des canaux de diffusion des moyens contraceptifs sont loin d'être neutres. On peut cependant affirmer que dans la majorité des cas où l'on dispose d'information sur l'âge moyen des acceptantes de la pillule et l'âge moyen des acceptantes du D I U, les premières sont en général plus jeunes. On peut sans doute y voir la conséquence de la volonté d'un espacement plus ou moins long entre les naissances ou d'un refus définitif d'accroître sa descendance (femmes les plus âgées).

Age moyen des femmes mariées et des acceptantes de moyens contraceptifs (Pillules - D I U)							
Pays	Femmes mariées	Pillules	D I U	Pays	Femmes mariées	Pillules	D I U
Ghana	27,0	29,6	32,1	Corée	31,7	34,0	33,2
Kénya	29,3	28,0	29,3	Philipp.	30,8	29,6	29,9
Maurice	30,7	26,8	30,2	Thaïlande	30,7	29,5	29,2
Tunisie	31,2	31,4	35,6	Colombie	30,9	24,6	25,9
Hong Kong	35,3	25,5	29,5	Rép. Dominic.	29,4	24,1	25,9
Indonésie	30,2	28,7	29,7	Mexique	30,0	27,0	28,5

Source : ONU

Au delà de l'âge de l'acceptante le nombre de ses enfants encore vivants a, comme on pourrait le supposer, une influence importante sur sa décision de faire appel à des méthodes de contraception ; il s'agit là d'une donnée essentielle à même de mesurer la portée d'un programme. D'une manière générale on peut constater que la parité des acceptantes est assez élevée, plus de quatre enfants vivants en Afrique, plus de trois dans les autres régions en développement. Si l'on inclut l'incidence de la mortalité infantile et juvénile c'est de quatre à six grossesses arrivées à terme qu'il faut en moyenne considérer pour les acceptantes.

(1) Demographic Yearbook 1970 et 1971 ONU

Nombre moyen d'enfants vivants des acceptantes (données de 1972/73/74)					
Pays	Pillule	D I U	Pays	Pillule	D I U
Colombie	3,3	4,0	Mexique	3,7	3,7
Equateur	2,5	3,7	Nepal	3,4	3,3
Ghana	3,9	4,4	Philippines	4,1	4,3
Inde	3,4	4,4 *	Rep. de Corée	3,9	3,8
Iran	4,2	4,7 *	Rep. Dominicaine	2,7	3,5
Kenya	4,1	4,8	Thaïland	2,6	2,9
Malaisie	3,1	4,5	Tunisie	-	4,3

* Vassectomie

Source D. Nortman U.S. Bureau of Census

On peut constater fort logiquement que les utilisatrices de D I U ont un nombre d'enfants plus élevés, on avait en effet vu ci-dessus qu'elles étaient également plus âgées. Une analyse plus fine de ce phénomène à partir de la distribution des acceptantes, d'une méthode en fonction du nombre d'enfants vivants, confirme que les femmes dont la descendance est peu nombreuse utilisent en plus grand nombre la pillule que celles dont la descendance est élevée alors que l'on observe la répartition inverse pour les acceptantes des D.I.U. .

C - Les facteurs socio-éducatifs.

Il convient tout d'abord de souligner que si l'on présente généralement les difficultés rencontrées lors d'opérations de diffusion de moyens contraceptifs, paradoxalement il existe dans toutes les régions en développement des méthodes traditionnelles plus ou moins sérieuses dont l'objectif avoué est de se garantir d'une éventuelle grossesse. On peut donc à priori se demander si l'on a suffisamment investi dans le domaine de la connaissance des traditions et dans les moyens de s'en servir afin de sensibiliser plus aisément les femmes, l'éducation en matière de population pourrait en ce domaine faire oeuvre d'originalité à condition de se pencher avec minutie sur les règles de fécondité et le rôle de l'enfant.

Ce préalable posé on peut concentrer l'analyse de l'impact des variables socio-éducatives autour de deux aspects particuliers, d'une part le nombre d'enfants désirés d'autre part l'utilisation des moyens contraceptifs en fonction du niveau d'éducation.

.../...

Dans le premier cas il s'agit de mesurer la descendance idéale exprimée par les femmes généralement mariées et majeures de 15 ans. Cet idéal n'est pas nécessairement le nombre d'enfants qu'elles souhaitent elles-mêmes avoir ni a fortiori le nombre d'enfants qu'elles auront effectivement. Les réponses fournies sont susceptibles d'exprimer un certain standard reconnu à l'époque de l'enquête et pourraient donc être prises comme une sorte de référence sociale de ce qu'il conviendrait, ce serait donc la résultante des aspirations profondes, de la pression collective et de l'influence des mass-médias. Toutefois cet indicateur s'apparente plus à un indice de fécondité du moment qu'à la descendance calculée pour les groupes ayant achevé leur période féconde, en minorité parmi les répondantes voire même exclues de l'échantillon interviewé.

Afrique (1966 à 1973)		Asie (1968 à 1973)		Amérique Latine (1964)	
Maroc	4,6	Inde	3,0	Brésil	2,7
Nigéria	7,3	Indonésie	4,0	Costa Rica	3,6
Sierra Leone	6,1	Iran	4,3	Mexique	4,2
Tunisie	3,4	Philippine	5,4	Venezuela	3,5
		Singapour	3,1		

On constate que les effectifs cités sont assez nettement inférieurs à la descendance finale observée pour les générations de femmes 1930/35. De même, faute de connaître la structure par âge des femmes enquêtées, il est très difficile d'accorder quelque crédit aux informations de la descendance moyenne atteinte par ces mêmes femmes au moment de l'enquête, tout au plus peut-on dans un nombre élevé de pays remarquer une similitude entre les deux réponses ce qui est pour le moins surprenante et hypothèque grandement les conclusions que l'on peut tirer de ce type d'analyse. Ces incertitudes sont assez compréhensibles quand on constate la démarche adoptée dans la majeure partie des régions en développement mettant en place une politique démographique : les normes macro-économiques compatibles avec les objectifs du développement n'ont que de lointains rapports avec les préoccupations et les aspirations micro-économiques dont la connaissance apparaît alors secondaire.

Dans le second cas, la prise en compte du niveau d'éducation, la liaison entre l'utilisation des moyens contraceptifs et la scolarisation est tout à fait claire. Les femmes analphabètes utilisent moins souvent les contraceptifs modernes que les autres, les acceptantes les plus nombreuses proportionnellement à leur groupe éducatif semblent se situer parmi les femmes qui ont fréquenté l'école primaire et secondaire (1) au delà le nombre relatif des acceptantes semble diminuer (en fait il s'agit de groupes très peu nombreux dont on connaît mal les comportements spécifiques). Une nouvelle fois le rôle d'un programme d'éducation en matière de population apparaît très important dès l'école primaire, surtout s'il est destiné à permettre aux futurs parents de décider en meilleure connaissance de cause de la taille de leur descendance et des moyens permettant d'accéder à ce voeu.

(1) termes relatifs à l'enseignement de type anglo-saxon.

Moyens humains et matériels pour 10.000 habitants dans 19 pays en développement
ayant une politique officielle de population.

	R. de Corée	Singapour	Ile Maurice	Hong Kong	Iran	Thaïlande	Colombie	Pakistan	Egypte	Malaisie	Tunisie	Sri Lanka	Philippines	Inde	Kenya	Nepal	Turquie	Maroc	Indonésie	Indice de Corrélation:
Médecins	4.3	6.6	2.2	4.3	1.1	1.2	4.5	1.9	4.9	2.4	1.4	2.7	7.2	2.1	1.0	0.3	4.4	0.8	0.4	.63
Sages Femmes	2.0	9.1	1.9	1.7	0.4	1.0	-	0.1	2.7	2.5	0.3	3.3	4.0	1.3	2.2	0.1	1.7	0.1	0.5	.38
Infirmières	3.8	18.4	8.9	10.5	2.3	2.1	3.7	0.7	2.1	6.1	2.9	3.4	8.1	1.2	5.3	0.2	2.4	2.2	1.2	.44
Lits hôpital	5.2	38.5	40.0	35.7	11.5	9.7	23.8	3.9	21.3	38.5	23.8	30.3	13.9	6.0	13.7	1.5	19.6	14.7	6.8	.34
% PMAR pratiquant	33	25	19	50	51	10	18	6	10	14	9	7	-	11	-	-	9	3	1	X

Source OCDE

D - Les facteurs économiques.

En l'état de la connaissance il est difficile de mesurer l'impact des données micro-économiques (revenu, superficie cultivable, socialisation des risques,...) sur les comportements vis-à-vis de la contraception, la pertinence d'une telle analyse resterait d'ailleurs trop dépendante de la possibilité très incertaine de mesurer le rôle de systèmes économiques extrêmement différents sur les individus et leur famille. On se contentera donc ici d'une approche strictement macro-économique qui retiendra trois aspects :

- Il existe des relations macro-économiques (1) de corrélation positive entre le pourcentage de femmes mariées d'âge reproductif pratiquant la contraception et trois variables, le pourcentage de population urbaine, le taux de scolarité des filles au niveau secondaire et enfin le nombre de récepteurs radio pour mille habitants. Par ailleurs on peut définir des corrélations négatives avec le même indicateur d'acceptantes et le taux de mortalité infantile et le pourcentage de femmes de 15/19 ans mariées. Ces différentes corrélations expriment une idée fort simple, la diffusion des moyens contraceptifs est d'autant plus élevée que les niveaux socio-culturels et économiques du pays sont élevés et que le poids de traditions ancestrales est faible ; il s'agit là de conclusions globales qui sont sans doute importantes mais en fait beaucoup moins opérationnelles que les données micro-économiques abordées ci-dessus.

- L'organisation du système sanitaire auquel est souvent rattaché le programme de protection maternelle et infantile est un élément important dans la diffusion des moyens contraceptifs.

Deux questions se posent ici, d'une part l'importance des moyens humains et matériels disponibles que l'on peut trouver dans le tableau ci-dessus, d'autre part la concentration de ces moyens dans des zones préférentielles en particulier les grandes villes et les capitales. Il est difficile dans ces conditions de porter un jugement objectif sur ces éléments en l'absence de taux de couverture différentiel par découpages administratifs.

(1) On s'est inspiré de l'ouvrage publié par l'OCDE "Une évolution des programmes de planning familial" Paris 1972.

A ces données quantitatives il faut ajouter la mission dévolue par les autorités centrales au service de santé dans le cadre d'un programme éventuel de diffusion des méthodes contraceptives.

- Les canaux de diffusion des moyens contraceptifs revêtent également un aspect excessivement important, c'est une chose de convaincre une femme ou un couple du bien-fondé de l'espacement des naissances dans le cadre d'un mieux être des enfants et de leur mère, c'est une autre difficulté de leur permettre un accès aisé et continu dans le temps aux moyens contraceptifs. La diffusion par les instances officielles, hôpitaux, dispensaires, services de P M I répartis dans le pays, s'avère insuffisante dans de nombreux cas compte tenu de la dispersion des populations ; aussi de nombreuses expériences sont en cours pour développer des canaux de distribution utilisant des structures existantes soit commerciales (petits magasins où l'on trouve un peu de tout...) soit non commerciales (association villageoise, organisation communautaire utilisant les structures sociales existantes). Selon le "Population Information Program - Johns Hopkins University" 83 programmes de ces types ont été lancés dans une période récente depuis 1970 et surtout 1974 ; les résultats apparaissent dans la majorité des cas très encourageants. Ces nouveaux modes de diffusion des contraceptifs s'avèrent répondre aux questions d'accessibilité géographique (proximité de l'utilisateur) économique (coût nul ou très faible) administrative (aucune entrave) informative (en Corée et au Bangladesh de 70 à 80 % des personnes interrogées ne savaient pas où se procurer des contraceptifs une information intensive s'impose donc). Les évaluations effectuées en Indonésie en cours semblent montrer que le taux de maintien de l'emploi de contraceptifs oraux dans les programmes à base communautaire est supérieur à celui des programmes à base clinique (76,3 % contre 65,9 % au bout de 12 mois et 47,9 % contre 33,1 au bout de 36 mois...)

E - Les autres facteurs

Pour être complet sur les facteurs affectant l'utilisation des moyens contraceptifs, il eût été utile d'aborder l'ensemble des réglementations (loi sur la contraception, organisation juridique des services de planning, règles douanières...) et des actions officielles de l'Etat (déclarations des dirigeants, actions des mass media, financement étatique et internationale...). Enfin les capacités locales de production de moyens de contraceptifs actuelles ou futures doivent également avoir une incidence que l'on a peu étudiée jusqu'à présent et qu'il conviendrait rapidement de préciser.

SECTION IV - Les déterminants socio-économiques de la mortalité.

A - Considérations générales.

Dans le domaine de la mortalité les positions observées au cours de la dernière décennie semblent elles aussi en évolution très lente. On peut citer à ce propos un rapport des Nations Unies qui constate la situation : "A en juger par les progrès inscrits dans les statistiques fiables de mortalité, on s'aperçoit que l'élévation rapide de l'espérance de vie dans les années 50 ne s'est pas reproduite dans les années 60. Là où le niveau de la mortalité était déjà faible en 1960 on s'attendait à ce résultat. On dispose cependant d'observations selon lesquelles les pays en développement dont la mortalité n'était pas très élevée au début des années 60 n'ont pas connu au cours de cette décennie une baisse aussi rapide que celle qui a été enregistrée durant la décennie précédente dans d'autres pays en développement où l'amorce d'une évolution vers une mortalité plus faible avait eu lieu plus tôt. En même temps, les modifications intercensitaires de la répartition par âge de la population nous apprennent que dans beaucoup de pays peu développés la mortalité n'a pas autant baissé qu'on l'avait espéré " (1). L'opinion émise dans ce rapport reste d'actualité, peut-être conviendrait-il même d'insister encore sur la stagnation qui caractérise l'évolution des indices ces dernières années et ce tant dans les pays les plus avancés où l'espérance de vie semble avoir atteint un seuil vers 70 ans que dans les pays les plus défavorisés où l'on observe dans de nombreux cas des espérances de vie inférieures à 40 ans en Afrique et à 50 ans en Asie. On peut même noter à ce propos les craintes de certains spécialistes de voir dans quelques régions apparaître un regain de la mortalité consécutif à une insuffisance des services de santé et à une carence en produits vivriers.

L'évolution des divers indices synthétiques nationaux reste essentiellement dépendante des risques de mortalité aux différents âges. Il convient à ce propos de souligner que le grand écart qui sépare l'espérance de vie dans un pays industriel de celle d'un pays en développement reste en majeure partie le fait des risques mortalité de la petite enfance (mortalité infantile et juvénile). On comprend mieux ainsi tout à la fois le seuil atteint par les pays les plus développés qui ont pratiquement éliminé ce type de risque et n'ont d'autre possibilité pour améliorer leur chance de survie que de limiter les risques encourus par les adultes et les personnes âgées (ce qui va à l'encontre des faits notamment la baisse limitée de l'espérance de vie observée dans quelques pays industriels au début des années soixante dix), et les objectifs que les pays en développement doivent s'assigner s'ils entendent lutter contre la mortalité.

(1) Les perspectives de la population mondiale évaluée en 1973 Etudes démographiques n° 60 pages 10/11 - ONU n° P. 76. XIII. 4

Taux brut de mortalité pour quelques pays représentatifs					
Pays	1960	1970	Pays	1960	1970
	1965	1975		1965	1975
Burundi	29,0	24,7	Honduras	20,7	14,6
Maurice	9,7	7,7	Chili	11,9	9,2
Congo	24,7	20,8	Brésil	10,2	8,8
Egypte	18,0	14,0	Pérou	15,7	11,9
Ghana	25,0	21,9	Mongolie	13,5	9,3
Sénégal	24,7	23,9	Singapour	7,1	5,4
Haïti	18,5	16,3	Iran	19,6	15,6

Source : ONU

Dans ce cadre général l'évolution récente de la mortalité il est utile de tenter de situer l'influence des différentes variables susceptibles de modifier l'intensité du phénomène. Il s'agit là d'un objectif difficile, la connaissance de la mortalité étant aujourd'hui assez nettement inférieure en qualité à celle de la fécondité et ce pour deux raisons principales en fait fortement dépendantes.

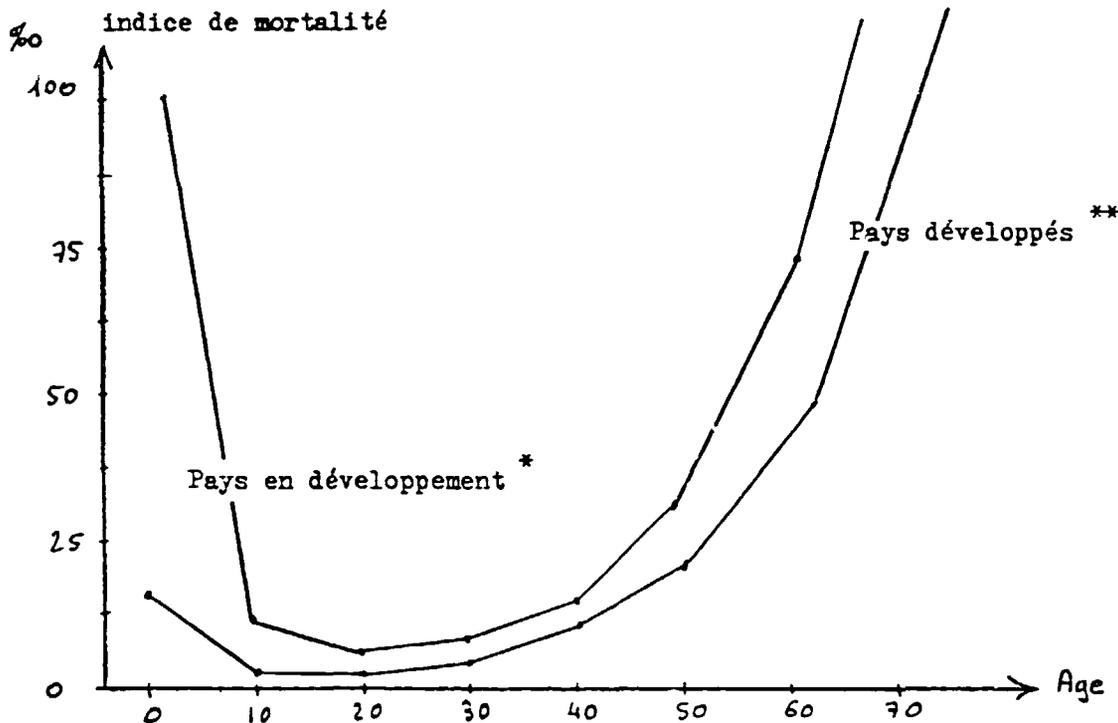
- La collecte de l'information relative à la mortalité se heurte à l'inefficacité des règles légales incapables de se substituer aux habitudes comme c'est le cas pour les naissances où l'absence de déclaration peut avoir des conséquences pour la famille (amende) ou l'enfant (refus de scolarisation).
- Les préoccupations politiques actuelles mettent l'accent essentiellement sur la descendance et les charges d'un nombre trop élevé d'enfants, négligeant sans aucun doute à tort les faits relatifs à la mortalité. Cette alternance historique des préoccupations des responsables des populations peut s'avérer très dommageable alors qu'une grande partie du Monde est encore soumise à un régime de mortalité très élevé.

Dans l'analyse des données différentielles il convient de situer rapidement la place du sexe et de l'âge puisqu'ils sont l'aboutissement de toutes les influences des variables socio-économiques.

Le calendrier de la mortalité - expression des intensités respectives à chaque âge - prend la forme soit d'un "J" dans les pays industriels soit d'un "U" dans les pays en développement. Mais au delà de cette différence de forme qui dépend essentiellement de l'ampleur de la mortalité

.../...

infantile et juvénile il faut souligner l'intérêt d'une étude approfondie de la mortalité des adultes, essentiellement dépendante de l'environnement sanitaire et nutritionnel dans les pays les moins favorisés, fortement influencée par l'industrialisation et les modes de vie qu'elle sous entend (rythmes de vie - consommations - accidents) pour les pays nantis.



* Situation moyenne Afrique de l'Ouest

** Situation moyenne Europe de l'Ouest

Dans le même esprit on doit également faire référence au sexe, variable dont l'effet est beaucoup plus fluctuant d'un pays à l'autre; c'est ainsi que l'on observe une surmortalité féminine dans certains pays où les grossesses répétées se conjuguent avec un statut moins favorable de la femme, dans d'autres cas la surmortalité masculine est de rigueur du fait de la multiplication de risques spécifiques (alcoolisme, accidents,...) Dans ces conditions, si le sexe apparaît un élément essentiel dans la connaissance de la mortalité, il ne peut s'agir que de cas d'espèce.

La mise en évidence de l'impact des variables socio-économiques sur la mortalité est particulièrement difficile faute de données dans ce domaine. Les raisons de cette lacune sont assez claires, d'une part l'insuffisance de la collecte légale des événements (état-civil) qui ne compense pas les très rares enquêtes spécifiques, d'autre part l'inadaptation chronique de l'outil d'analyse, les quelques critères retenus dans les pays industriels étant parfaitement inadaptés aux structures socio-économiques très différentes des régions en développement (revenus monétaires moyens - catégories socio-professionnelles - diplômes - ménage - ...)

Dans ces conditions l'information apparaît très parcellaire hormis quelques pays industriels où l'habituelle distinction est significative entre les secteurs urbains et ruraux. Dans des régions où le phénomène urbain est de nature très différente en particulier quant à l'antériorité, voire à la présence même a posteriori d'une structure industrielle complexe, cette distinction reste formelle.

B - La mortalité dans les pays développés.

L'écart entre la mortalité des villes et de la campagne s'est très sensiblement modifié au cours du temps, ainsi les zones urbaines ont été successivement caractérisées, par une surmortalité due à l'absence de règles de salubrité, puis par une sous mortalité conséquence d'une concentration de moyens médicaux et sanitaires, enfin par une mortalité non différenciée avec une légère tendance à une surmortalité résultant des nouvelles agressions du monde moderne. Par contre dans le domaine de la mortalité infantile, l'avantage des villes reste acquis dans la majorité des pays développés sans doute en rapport avec un niveau d'éducation plus faible dans les campagnes.

Valeur relative des indices ruraux par rapport aux indices urbains				
Pays	Espérance de vie à la naissance		Mortalité 1 - 4 ans	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Finlande	1,00	0,99	1,0	1,6
Hongrie	0,99	0,98	1,3	1,4
Pologne	0,99	0,98	1,5	1,1
Suède	1,01	0,98	-	-
Royaume Uni	-	-	1,0	0,8

Source ONU

La connaissance de la mortalité en fonction des variables socio-économiques est possible pour quelques pays développés (USA - France - Grande-Bretagne - Japon). On constate cependant que dans la majorité des cas l'information est ancienne, conséquence d'une préoccupation très insuffisante vis-à-vis du phénomène, ou que les critères pris en compte sont en partie dépassés. C'est ainsi que la catégorie de métier perd peu à peu de sa pertinence du fait d'un tassement des différences alors que la nature du poste de travail pourrait efficacement la remplacer (horaires alternants - pénibilité du poste - environnement insalubre - ...)

.../...

A partir des quelques statistiques disponibles on peut situer le niveau d'influence des différentes variables, il convient cependant de bien considérer l'avantage que pourraient représenter des études continues à même de préciser les tendances actuelles.

- L'influence de l'éducation apparaît de manière très évidente, les écarts entre les personnes déclarant un faible nombre d'années de formation et celles ayant poursuivi des études longues sont en général importants. Ainsi aux Etats-Unis la mortalité de la population blanche de sexe masculin varie dans le rapport de 100 à 81 et pour celle du sexe féminin dans le rapport de 100 à 61. On peut donc constater d'une part une forte sensibilité au niveau de formation mais aussi l'effet inégal qu'il revêt en fonction du sexe. A noter une certaine atténuation de ces écarts avec l'âge sans qu'il soit parfaitement possible de mesurer les effets de génération.

- L'étude de la mortalité en fonction du type d'occupation économique apparaît elle aussi comme très discriminante, un exemple pris au Japon permet de constater des variations dans les rapports de 100 à 42 entre les indices annuels de mortalité relatifs aux occupations les plus pénibles (travailleurs du secteur primaire) et certaines spécialités les plus favorisées des branches administration et gestion. Ces observations montrent en particulier qu'il est fort délicat de distinguer l'industrie en tant que critère d'étude du phénomène mortalité compte tenu de l'extrême diversité des emplois qu'elle sous entend.

- L'analyse de la mortalité en fonction de la catégorie socio-professionnelle d'appartenance, notion composite qui tient compte tout à la fois du type d'emploi, du secteur d'activité et du statut dans la profession et s'efforce donc de définir des groupes homogènes de comportement, permet elle aussi de confirmer les grandes inégalités des hommes en ce domaine également. Si l'on se réfère au seul sexe masculin on observe des risques se situant dans les rapports de 2 à 1 en Grande Bretagne et une espérance de vie à 35 ans variant de 32,9 à 40,9 ans en France et ce selon une hiérarchie rigoureuse allant des moins favorisés aux plus favorisés, sans exceptions notoires.

- Enfin si l'on retient l'importance du revenu on aboutit aux mêmes conclusions, les personnes les plus aisées se voyant gratifiées des risques mortalité les plus bas. Cependant cette typologie apparaît beaucoup moins pertinente, les écarts y sont moins importants et l'on observe parfois des distributions bi-modales expression d'une surmortalité limitée pour le quart supérieur de la distribution.

Ces résultats apparaissent somme toute très cohérents, l'accès à une situation plus privilégiée impliquant le plus souvent dans les sociétés industrielles une formation longue, des revenus élevés, une localisation urbaine, une disponibilité des services sanitaires et médicaux. Il convient également de souligner la forte corrélation existant entre la mortalité infantile et les critères abordés ci-dessus, nouvelle expression de la persistance de profondes inégalités face à la mortalité à l'intérieur des régions développées.

C - La mortalité dans les pays en développement.

A la différence des pays nantis, les informations disponibles ont trait presque exclusivement à la différenciation urbain-rural. L'écart important relevé entre les niveaux respectifs de la mortalité dans ces deux secteurs (de 10 à 50 % plus élevé en zone rurale qu'en zone urbaine) apparaît la conséquence d'une conjonction de facteurs :

- Des conditions médicales et sanitaires supérieures à la ville du fait de la concentration des moyens.
- Une "sélection" des migrants vers la ville généralement plus jeunes en meilleure santé et en partie mieux éduqués que ceux restés au village.
- Un accès à une nourriture souvent plus diversifiée.

Ces effets sur la mortalité générale sont très amplifiés quand on se penche sur les décès des jeunes, ainsi la mortalité infantile peut être jusqu'à 3 fois supérieure et la mortalité juvénile deux fois supérieure, dans les campagnes à ce qu'elle est à la ville. Les espérances de vie respectives évoluent dans le même sens compte tenu de la sensibilité de cet indicateur aux décès en bas âges.

Au plan des variables strictement socio-économiques, on ne peut guère conclure en l'état de déficience de la connaissance au mieux peut-on relever quelques écarts, fort compréhensibles, entre la mortalité des travailleurs de l'agriculture et ceux des autres activités, le revenu monétaire disponible, la consommation alimentaire, l'éducation ; l'accès aux services de santé en sont les explications. D'une manière générale on peut affirmer que si les taux de mortalité les plus bas sont ceux des catégories socio-professionnelles les plus favorisées la réciproque n'est pas forcément valable, les taux élevés n'étant pas le seul fait des catégories les plus pauvres. A noter également que l'on peut observer certains effets de générations notamment pour les catégories moyennes les personnes, les plus âgées étant affectées par des risques relatifs plus élevés que les jeunes du même groupe social.

Enfin on peut rappeler les conclusions de quelques études multivariées pour lesquelles le niveau de la mortalité apparaît fortement corrélié avec le revenu par tête, les dépenses de santé alors qu'elle l'est moins apparemment avec l'importance de l'urbanisation ou le nombre de calories par tête (1).

(1) Etude citée dans World Population Trends and Policies 1977 Monitoring Report
Volume I Population trends N° E 78. XIII. 3

Données démographiques et sanitaires différentielles						
	Mortalité infantile		Mortalité Générale		Lits d'hôpital pour 10.000 habitants	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	National	Rural
	Tchad	134	162	29	32	4
Rép. Dominicaine	80	27	9	4	26	2
El Salvador	86	59	13	9	10	9
Honduras	-	-	15	7	13	(1)
Iran	-	-	6	7	6	(1)
Maroc	100	170	15	20	7	(1)
Pakistan	138	121	10	13	4	(1)
Parana	30	47	5	9	17	1
Sénégal	197	188	10	19	7	2
Tunisie	102	55	-	-	15	4

Source H. CORREA

.../...

SECTION V - Les déterminants des migrations internes

A - Les difficultés liées à la distinction urbain-rural

Les déplacements d'hommes, les modifications de leur répartition spatiale à l'intérieur d'une Région ou d'un Etat sont universelles dans le temps comme dans l'espace cependant un certain nombre de questions ne manquent pas de se poser avant même que l'on aborde les déterminants et les conséquences des migrations, ces principales difficultés ont trait :

- à la définition du cadre même de ces mouvements et en particulier les distinctions souvent très formelles "intérieure internationale" et "ville-campagne",
- aux rythmes de croissance des agglomérations.

Une nouvelle fois on se doit de constater l'extrême retard de la connaissance dans ce domaine, la collecte des informations relatives aux migrations, qu'elles soient internes ou externes, est particulièrement lacunaire du fait des difficultés méthodologiques certaines. Or ce phénomène peut être sans aucun doute retenu parmi les grands défis devant lesquels le monde devrait être placé au cours des deux décennies à venir.

Si certains pays apportent des entraves aux mouvements d'hommes tant internes qu'externes et peuvent ainsi les contrôler en grande partie, ce n'est pas la situation de la majorité des régions du Monde où les déplacements internes mais aussi dans certains cas externes s'effectuent souvent dans la plus grande confusion sans qu'il soit possible en dehors des recensements de mesurer leur ampleur. La connaissance des mouvements migratoires apparaît donc aujourd'hui très dépendante des recensements généraux de la population ou d'opérations limitées à une ville, mais dans tous les cas il s'agit d'un mode de collecte très lourd nécessitant de gros moyens. On comprend dans ces conditions l'insuffisance de la connaissance dans la majeure partie des pays en développement.

La définition géographique du cadre de ces mouvements pose un certain nombre de problèmes que l'on peut exprimer à partir de quelques exemples concrets. Sont considérées comme migrations internationales les déplacements d'individus au travers d'une frontière alors qu'objectivement ils appartiennent à une même ethnie établie de part et d'autre de cette frontière, au contraire seront appelées migrations internes les mouvements d'une extrémité à une autre d'un même pays alors que les écarts socio-culturels y sont fondamentaux ; cette situation est on le sait excessivement courante notamment en Afrique au Sud du Sahara.

La notion de migration urbaine recouvre aujourd'hui une telle multiplicité de situation que le concept est pratiquement vidé de toute signification. Il convient en effet de faire une distinction fondamentale entre la ville qu'il faut plus définir à partir de fonctions sociales qu'elles assurent que du nombre d'individus qu'elle abrite. Le regroupement d'hommes s'il apparaît comme seul fait notable pouvant porter le vocable d'agglomération. C'est ainsi qu'il existe des collectivités très importantes (entre

10.000 et 20.000 habitants) notamment sur le pourtour de la Méditerranée qui ne peuvent en aucun cas postuler au titre de villes, ces gros villages composés surtout d'agriculteurs n'offrent qu'un nombre très limité de services, à l'inverse de petites collectivités (2.000 à 5.000 habitants) peuvent fort bien présenter toutes les caractéristiques d'une ville. Cette situation peut se compliquer quand on observe une juxtaposition de collectivités dans le cadre de conurbation regroupant tout à la fois des villes au sens strict et des agglomérations d'individus (bidonvilles - favela - ...). On le voit, on est ici confronté à une série de difficultés méthodologiques graves qui faussent indéniablement les conclusions de bon nombre d'études sur la question. Il faut pour tenter d'être plus complet poser également la question de l'industrialisation, critère supplémentaire qu'il apparaît essentiel d'intégrer à une nouvelle typologie internationale de l'urbanisation.

Ces limites de la connaissance posées, on peut tenter d'apporter quelques illustrations chiffrées sur le processus décrit; en 1975 selon une estimation des Nations Unies la population urbaine représentait un milliard et demi d'individus sur les quatre milliards peuplant la planète. Dans les régions développées 70 % des personnes vivaient dans des villes alors que dans les régions en développement on en comptait seulement 27 %. En terme de croissance, on constate une progression entre 1970-75 de 1,7 % dans les villes des pays nantis contre 4,0 % dans le reste du monde les mêmes indices établis pour les zones rurales étant respectivement de - 1,0 % et de 1,7 %.

Ces chiffres méritent quelques compléments afin de préciser d'une part l'évolution des tendances du phénomène et d'autre part ses composantes au stade de chaque grande région. Il est bien sûr très utile de retenir les différents taux de croissance attachés au processus mais il faut se garder de se laisser abuser par leur valeur absolue, une croissance des soldes nets en faveur d'une zone donnée pouvant se cacher derrière la baisse d'un indice relatif eu égard à la modification des situations atteintes dans la période précédente. On constate en effet un tassement des taux de progression du secteur dit "urbain" et ce dans toutes les régions du monde, alors que chaque année depuis 1950 le nombre moyen d'habitants supplémentaires dans les "villes" est constant pour les pays développés, 13 millions environ et en progression régulière dans les pays en développement (de 16 à 28 millions environ).

.../...

L'urbanisation : Effectifs et taux annuels							
		1950 - 1960		1960 - 1970		1970 - 1975	
Zones	Régions	Effectifs	Taux	Effectifs	Taux	Effectifs	Taux
URBAIN	Monde	-	3,4	-	2,9	-	2,8
	Développés	13	2,5	13	2,1	13	1,7
	En développement	16	4,9	22	4,1	28	4,0
RURAL	Monde	-	1,0	-	1,3	-	1,3
	Développés	- 1,2	- 0,3	- 2,6	- 0,7	- 3,6	- 1,0
	En développement	20	1,4	31	1,8	34	1,7

Source ONU

Les composantes de la croissance urbaine peuvent être également estimées à partir des taux de croissance naturel corrigés, observés pour chaque région. Une telle analyse apparaît aujourd'hui fondamentale et mériterait un approfondissement ; en effet on peut constater, en partie en contradiction avec une opinion couramment émise qui assimile "croissance urbaine" et "migrations urbaines", que le processus de progression très rapide de la taille des populations urbaines n'est pas statistiquement très différent de ce qu'a pu connaître l'Europe Occidentale à la fin du 19^e ou au début du 20^e siècle pour ce qui concerne la composante migratoire. Par contre le changement d'échelle maintes fois dénoncé apparaît très clairement comme la conséquence une nouvelle fois des taux de croissance naturels urbains qui, pour de nombreuses raisons que l'on développera ci-après, sont au moins égaux aux taux nationaux si ce n'est assez nettement supérieurs.

Composantes de la croissance urbaine			
Régions	Taux de croissance	Accrois.naturel	Taux migratoire
Europe	1,4	0,6	0,8
Japon	2,3	1,3	1,0
Asie (Sud)	4,1	2,5	1,6
Amérique Latine	4,3	2,9	1,4
Afrique	4,8	2,6	2,2
Océanie	6,4	2,5	3,9

Source : ONU

.../...

Cette constatation doit être tempérée par deux remarques complémentaires les démographes faute d'autre possibilité comptabilisent les déplacements exclusivement par rapport à la zone d'accueil c'est là un handicap pour mesurer les pressions à l'émigration, par ailleurs si les taux de croissance urbains imputables aux seuls mouvements d'hommes sont de niveaux comparables à ceux de l'urbanisation de l'Europe au siècle précédent outre que les données économiques sont très différentes, ils s'appliquent à des populations de référence très supérieures à ce qu'elles étaient à cette époque dans les pays développés.

B - L'ampleur du phénomène migratoire

Le développement des villes dans les régions développées est un phénomène ancien en phase d'achèvement sous l'influence conjointe de la stagnation de la fécondité, de l'épuisement du réservoir humain que représentaient les campagnes et de nouveaux standards de vie rompant avec les anciennes tendances à l'urbanisation. C'est ainsi que la majeure partie des pays développés ont une population à plus de 75 % urbanisée hormis certains pays de l'Europe de l'Est et du Sud qui atteignent seulement 60 %. Dans ces conditions on s'efforcera surtout d'analyser le phénomène dans les régions en développement où il se pose et continuera à se poser avec acuité pendant de nombreuses années.

Quels que soient le diagnostic et l'opinion des différents spécialistes sur l'explosion urbaine, chacun s'accorde pour admettre l'importance du problème et rechercher ses causes essentielles. Il est évidemment exclu de faire référence au processus observé dans les pays développés du moins à partir de l'époque moderne (1) la ville étant dès ce moment indissociable du développement industriel alors que l'agglomération dans les régions en développement apparaît soumise à un autre jeu de règles se répétant dans la majorité des cas.

En ce domaine les théories ont fort peu évolué et on continue dans la plupart des cas à privilégier un certain nombre de facteurs et de cercles vicieux dont il peut être utile de présenter un résumé succinct :

- L'accroissement démographique, en relation avec la disponibilité des terres cultivables, apparaît comme l'un des faits essentiels à même d'autoentretenir le mouvement vers les zones urbanisées. Selon la FAO (2) vers 1960 la superficie disponible des terres agricoles par actif masculin occupé dans l'agriculture s'élevait à 7 hectares avec des écarts considérables allant de 3,6 ha en Asie à 13,2 ha en Afrique en passant par 12,1 ha en Amérique Latine. Mais en fait au plan national, les disponibilités étaient parfois encore inférieures tels le Nigéria 2,4 ha, l'Indonésie 1,1 ha et l'Egypte 0,6 ha. Il y a là indéniablement devant la faible réussite des politiques agricoles une difficulté majeure dont on voit mal la solution y compris par la conquête de nouvelles terres dont le rythme serait sans commune mesure avec celui de la population. Par ailleurs toute action sur la productivité ayant tendance à favoriser la diminution

(1) Ce qu'elle n'a pas été forcément dans les périodes précédentes où elle pouvait avoir des fonctions purement administratives, politiques ou artistiques.

(2) Le chômage Urbain P. Bairoch BIT

des emplois agricoles corrélativement au développement de la production vivrière (l'effet peut être différent en cas de production d'exportation), on assiste à un renforcement de l'émigration. On reconnaît dans ces conditions la pertinence de la stratégie préconisée par l'ONUDI visant à promouvoir une industrie intégrée au secteur rural pour enrayer le flux vers les villes.

- L'écart des revenus entre la ville et la campagne constitue également un point majeur de la pression exercée sur le rural candidat à l'émigration ; on peut à ce propos se référer à une étude récente du BIT (1) sur les inégalités de revenus entre les deux secteurs urbain et rural.

- Une première information permet de situer le niveau de la consommation des ménages urbains vis-à-vis de celui des ménages ruraux et ce en tenant compte des différences de prix existant entre ces deux secteurs.

Inégalités relatives du secteur urbain par rapport au secteur rural Dépenses par ménage (ou par individu/ménage *) et revenu par personne active			
Pays	Dépenses Indice non corrigé	Dépenses Indice corrigé	Revenu
Indonésie * (71)	143	119	230
Mexique (70)	233	193	567
Pakistan (72)	146	126	234
Tanzanie (67)	287	262	1.435
Tunisie * (66)	219	169	387

Source : BIT

- L'avantage de la ville est indéniable et peut atteindre plus de deux fois ce qu'un rural peut acquérir dans le temps ; cet avantage apparaît encore plus important si l'on retient le critère du revenu par personne active dans le ménage, indicateur moins opérationnel pour l'économiste, mais qui est très pertinent pour celui qui rêve à un autre horizon. Il y a là une attirance telle que le risque très certain de subir une longue période de chômage à son arrivée dans la ville ne décourage pas le candidat au départ qui juge ce risque "raisonnable" en contrepartie de l'espérance de gain dans un terme souvent imprécis. Par ailleurs, et cela vient encore augmenter l'espérance théorique de gains élevés, l'échelle des salaires ou des revenus familiaux est souvent beaucoup plus ouverte à la ville qu'elle ne l'est à la campagne (cela dépend

(1) Rural and Urban income in qualities W. van Ginneken BIT ISBN/92-2-101 538-6

en particulier des règles de propriété des terres). Cette situation se trouve confirmée par les indices de GINI calculés par le BIT dans l'étude citée ci-dessus qui sont systématiquement plus fortes pour les zones urbaines expression d'une concentration plus forte des hauts revenus. Il faudrait enfin ajouter dans ce contexte la notion de status qu'implique souvent un emploi à la ville et le commerce d'influence qu'il permet avec la famille restée au village ou avec les nouveaux immigrants.

- L'éducation reste en l'état un facteur important de pression à l'émigration, généralement mal adaptée aux populations rurales ; on constate que non seulement que les jeunes ayant passé quelques années sur les bancs de l'école sont perdus pour les campagnes, refusant de retourner au travail des champs mais que très souvent il s'agit là d'une stratégie de la famille ou du clan qui acceptent de supporter des études coûteuses afin que l'un des leurs accède à la ville avec toutes les chances de réussite et qu'il puisse en retour exprimer sa reconnaissance.

C - L'incidence des migrations internes sur le développement

Les conséquences des migrations sont nombreuses et complexes et dépassent très largement l'objectif d'un tel document, on se limitera donc à deux aspects parmi les plus importants en liaison très directe avec le nombre des hommes et leur rythme de croissance.

- Au plan purement démographique les effets des migrations internes dans les pays en développement sont assez clairs on y observe un renforcement du groupe des adultes (15/44 ans) alors qu'en l'absence de déplacements, l'ampleur de la fécondité devrait favoriser une évolution inverse. Au plan du rapport des sexes, les déséquilibres sont également courants et l'on peut noter le plus souvent une prédominance du sexe masculin pourtant pénalisé par une surmortalité assez répandue mais il n'est pas toutefois rare de trouver des situations inverses. En tout état de cause, il convient dans les comparaisons villes-campagnes d'être prudent dans la prise en compte des écarts, le départ d'un groupe donné minorant son influence quantitative dans la zone de départ pour la majorer dans la zone d'arrivée.

Ces structures par âge et sexe sont évidemment favorables à des indices de natalité élevés, leurs effets sont complétés par une série de données plus qualitatives jouant en faveur ou en défaveur d'un renforcement de la fécondité. On pensera en particulier à l'état sanitaire des migrants assez satisfaisant, à la concentration des équipements sanitaires et médicaux mais aussi au stock plus élevé d'éducation, à la pénétration plus aisée des équipes de planning familial, et enfin à l'impact des mass-media et des standards de vie extérieurs. Les résultantes de l'ensemble de ces variables s'expriment dans les indices de natalité et de fécondité présentés ci-dessus.

- Les relations entre les migrations et l'emploi urbain industriel représentent un domaine d'analyse particulièrement intéressant eu égard aux circonstances de la croissance très rapide des villes des régions en développement et notamment de la demande énorme en matière d'emploi. On peut tenter de dresser ici un bilan en privilégiant quelques points utiles qui ont trait à la structure de la main-d'oeuvre par grand secteur d'activité, au rapport entre les évolutions respectives de la population globale et de la population industrielle, et à l'affectation des travailleurs récemment arrivés à la ville, dans les activités modernes ou informelles. Pour ce faire on a essentiellement retenu les études publiées par le BIT concernant quatre megalopoles Abidjan, Calcutta, Jakarta et Sao Paulo.

Répartition des actifs par secteur d'activité économique												
Secteur	Abidjan 65			Abidjan 70			Sao Paulo		Jakarta		Calcutta	
	M̄	M	T	M̄	M	T	50	70	61	71	62	69
Primaire	1,9	2,0	3,9	1,9	2,0	3,9	5,5	2,0	5,2	4,2	2,5	(2,6)
Secondaire	7,8	24,3	32,1	9,8	24,8	34,6	53,2	46,8	25,2	17,0	39,0	(46,7)
Tertiaire	18,4	45,6	64,0	19,0	42,5	61,5	41,3	51,2	69,6	78,8	58,5	(50,7)
Total	/	/	100	/	/	100	100	100	100	100	100	100
N B Le secteur des transports est inclue dans le tertiaire												
M Secteur Moderne - M̄ Secteur non moderne ou informel												

Source : BIT

Au travers de ces données urbaines, le poids du secteur secondaire apparaît incertain, en progression à Abidjan et à Calcutta il diminue en valeur relative à Sao Paulo et à Jakarta. Les statistiques disponibles sur le chômage urbain pour la même période, c'est-à-dire la fin des années soixantes, indiquent (aux incertitudes des estimations près) des taux de chômage entre 10 et 20 % en Afrique entre 5 et 15 % en Amérique Latine et inférieur à 10 % en Asie. Toutefois cet indicateur peut être multiplié par deux ou trois quand on se limite au seul groupe d'âge 15/24 ans qui constitue la majeure partie des nouveaux arrivants. Par ailleurs selon P. Bairoch les taux de chômage urbain dont on dispose sont ceux généralement des capitales or dans les autres villes ils sont souvent plus élevés, il serait de même fort possible qu'aujourd'hui plus d'un chômeur sur deux habite la ville.

.../...

Face à la croissance de la population des villes l'évolution des emplois non agricoles et manufacturiers est à même de situer l'ampleur des problèmes. Deux approches complémentaires sont nécessaires, la place de l'emploi industriel et manufacturier dans l'emploi global et la croissance annuelle de ces mêmes groupes. On retiendra à cet effet quelques pays représentatifs au début des années soixante dix, aucune donnée par grande région n'ayant une fiabilité suffisante.

Données sur l'emploi dans quelques pays en développement						
	PART RELATIVE		ACCROISSEMENT ANNUEL			
	Industrie	Secteur manufacturier	Main-d'oeuvre Totale	Main-d'oeuvre non agricole	Main d'oeuvre manufacturière	Population urbaine
Maurice	20,7	11,5	3,26	11,1	23,7	(5,66)
Tunisie	26,0	14,9	2,30	6,6	-	4,14
Zambie	11,3	2,7	2,44	2,4	1,6	6,61
Pakistan	18,2	13,4	2,50	5,0	-	5,18
Sri Lanka	10,4	7,6	2,51	3,6	- 1,4	4,24
Philippines	15,4	11,3	2,68	1,5	3,8	4,69
Colombie	15,6	11,3	3,19	-	3,4	4,74
Jamaïque	16,9	10,8	1,10	2,5	3,8	(3,31)
Venezuela	25,0	15,4	3,70	-	5,0	3,82
Inde	11,5	9,5	1,96	2,6	2,1	3,62
()	données non disponibles		taux de la Région			

Sources : BIT

À la lecture des taux d'accroissement respectifs, on constate un décalage important entre la croissance de l'emploi non agricole et manufacturier et la croissance urbaine ; compte tenu des effectifs très différents auxquels s'appliquent ces taux, on devrait assister à terme d'une part à un renforcement du chômage, d'autre part à une diminution relative des emplois industriels et a fortiori manufacturiers tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessus. Cette constatation mérite d'ailleurs d'être soulignée, trop de documents officiels manient les taux d'accroissement sans alerter le lecteur sur l'ambiguïté de comparaison de tels indicateurs s'appliquant à des populations de tailles excessivement différentes ; on peut pour la même raison expliquer les scores impressionnants mais non significatifs de quelques pays récemment acquis à l'industrialisation.

.../...

Statut d'activité de la population à Jakarta pour les natifs et les migrants au-dessus de 10 ans			
Type	Natifs	Migrants par origine	
		Rural	Urbain
Total	100.00	100.00	100.00
ACTIFS	42.89	66.84	53.40
Sans emploi	4.60	9.26	11.70
Avec emploi	38.29	57.58	41.70
Indépendant	10.42	10.54	4.53
Employeur	0.85	0.77	1.32
Employés	25.67	42.93	34.15
Travailleurs familiaux	1.12	2.83	1.13
Autres	0.22	0.51	0.57
NON ACTIFS	57.11	33.16	46.60
Etudiants	22.17	7.20	18.49
Autres	34.94	25.96	28.11
Sans emploi en % des actifs	10.72	13.85	21.91

Source : BIT

Distribution de la population employée pour quelques secteurs d'activité
par ancienneté de la migration (Sao Paulo 1970)

	Hommes				Femmes			
	Natifs	6 à 10 ans	2 à 5 ans	- 2 ans	Natifs	6 à 10 ans	2 à 5 ans	- 2 ans
Industrie	36,7	35,2	39,6	36,3	27,9	26,5	21,6	18,0
Construct. Services	8,2	12,3	13,7	19,8	9,7	7,5	5,8	4,9
Commerce	14,2	12,0	11,3	9,6	32,2	46,0	53,1	60,1
Autres Activités	40,9	40,5	35,4	34,3	30,2	20,0	19,5	17,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : BIT

CONCLUSION GENERALE INDUSTRIALISATION ET POPULATION

A - Les effets généraux de l'industrialisation.

On a cherché dans l'ensemble de ce document à montrer les relations existantes entre le développement et la population, il s'agit là d'un objectif difficile dû à la complexité des phénomènes et à leur interpénétration. On conçoit dans ces conditions qu'il soit encore plus délicat d'isoler les relations plus spécifiques entre l'industrialisation et la population surtout dans les pays en développement où la croissance du secteur secondaire est assez récente et reste dans des limites assez étroites. Il apparaît cependant utile en guise de conclusion de s'efforcer de souligner quelques aspects essentiels qui engagent plus particulièrement ce processus fondamental du développement économique.

Afin d'éviter des redites on ne reprendra ici que les idées principales émises dans ce document en soulignant plus particulièrement la place de l'industrialisation ; on adoptera à cet effet un classement par ordre croissant du terme d'application. Ce choix est destiné à mettre en évidence les objectifs que l'on peut se fixer raisonnablement selon les différents horizons que l'on se donne. Bien évidemment les effets les plus immédiats concernent la population présente soit à la quête d'un emploi soit susceptible de changer de domicile, dans un second temps on peut espérer combler une partie des besoins en biens essentiels notamment la santé, enfin à plus longue échéance on peut envisager des modifications plus profondes des mentalités à même de modifier les lois de la reproduction humaine :

- Le premier effet le plus immédiat concerne le développement de l'emploi dont on sait l'acuité en zone urbaine comme en zone rurale. Or à l'heure actuelle les perspectives d'emploi dans l'agriculture sont limitées, l'extension pléthorique du secteur tertiaire souvent condamnée, seule l'industrie semble à même d'apporter une certaine réponse à ce problème général des pays en développement.
- Le second effet lié au précédent implique une réflexion approfondie sur l'aménagement du territoire, il concerne la politique d'implantation des industries de manière à limiter en partie les déplacements à caractère définitif de la campagne vers la ville. Ici aussi l'industrialisation peut être l'une des réponses à la sur-urbanisation des régions en développement. On consacrerà la seconde partie de cette conclusion à cet aspect novateur du rôle de l'industrie.
- Le troisième effet dont le terme temporel est assez large, concerne un aspect tout à fait fondamental qui semble trop souvent ignoré dans la majeure partie des études, il s'agit de la santé de la population. La production et la diffusion de produits pharmaceutiques font cruellement défaut dans beaucoup de pays en développement et il ne serait pas surprenant que l'on assiste en conséquence à un

accroissement de la mortalité dans certaines zones limitées. Or, le niveau de santé d'une population est un élément essentiel de son dynamisme économique. On veut trop souvent ignorer que la faible productivité constatée dans les pays en développement est aussi la conséquence d'actifs dans un état sanitaire déplorable. Au delà de la lutte contre les principales maladies, l'industrie pharmaceutique peut également être un support utile dans le cadre d'une volonté des familles de réduire leur descendance et donc d'une demande accrue de contraceptifs.

- Enfin, le développement de l'emploi industriel est un facteur de transformation des mentalités, notamment par la modification du rôle et donc de la place de l'enfant dans la famille. Perdant son statut de producteur précoce, l'enfant devient un consommateur absolu ce qui implique qu'il soit perçu différemment par ses parents ; c'est là semble-t-il un processus important dans la diminution de la taille des familles (par ailleurs parfaitement observé en Europe à partir du XVIIIème siècle).

B - Les effets d'un aménagement industriel rural.

La stratégie mise en place pour promouvoir un développement général de l'économie à partir du développement industriel se heurte au décalage entre la croissance du secteur industriel, concentré dans les villes pour bénéficier des économies d'échelles, et le rythme "excessif" d'une population urbaine sous la double contrainte d'un taux de progression naturel élevé et de mouvements migratoires continus.

Dans un tel contexte on a vu croître très rapidement la place d'un groupe d'activités dites informelles mais qui sont en fait l'adaptation des structures productives traditionnelles de type artisanal à une demande amplifiée tant au plan des besoins de produits manufacturés peu coûteux qu'au plan d'une capacité de travail non satisfaite.

Aujourd'hui conscient des possibilités limitées du secteur moderne et face à une offre de travail qui ne cesse d'augmenter les spécialistes se tournent vers ce secteur informel, constatent qu'il est souvent très actif, qu'il occupe une part élevée de travailleurs évitant par la même l'apparition d'un chômage insupportable et qu'il peut fort bien se développer en zone rurale fixant de la sorte une partie des candidats potentiels à l'émigration.

Les analyses récentes sont assez positives, c'est ainsi que l'on cite le cas de l'Inde où le secteur "inorganisé" occupe 77,5 % des actifs employés dans l'ensemble du secteur manufacturier et que sur ces quelques 16.5 millions d'individus, 75 % résident à la campagne. Une autre constatation d'importance touche aux domaines d'activité de ce secteur informel, il correspond comme on peut l'imaginer aux besoins spécifiques du marché local qui constitue une grande partie de son débouché habituel. On y rencontre donc de petites entreprises spécialisées dans le tissage, l'habillement, le travail du bois, la vannerie, les produits alimentaires les boissons et les produits divers (cuir, métaux...)

Cette situation trouve confirmation dans un récent rapport de l'ONUDI qui propose de nombreux autres exemples pris dans les différentes régions en développement. Les auteurs de ce rapport soulignent par ailleurs la part importante des petites industries pour les pays en développement, un quart de la valeur ajoutée du secteur manufacturier, plus de la moitié des travailleurs du secteur industriel et ce malgré une productivité dans certains cas inférieure à la moyenne de la branche. Mais face à ces considérations il faut tout de même constater la grande faiblesse de la connaissance statistique dans un domaine par définition qui échappe à l'investigation habituelle tant de l'administratif (fiscalité) que du planificateur.

Le secteur informel redécouvert, il semble à même de favoriser le règlement de certaines difficultés inhérentes aux structures productives des pays en développement. On y voit en général le moyen de faire évoluer plus sûrement les mentalités par le passage par une technologie et une organisation intermédiaires entre l'environnement sociologique traditionnel et le monde moderne industriel. Par ailleurs on y met de grands espoirs pour favoriser le maintien en place des populations rurales attirées par la ville.

Le secteur moderne malgré ses résultats relatifs encourageants apparaît incapable de répondre à une offre de travail sans cesse croissante, or dans le même temps les facteurs de répulsion (disponibilité des terres insuffisante) et les facteurs d'attraction (écarts des salaires urbain/rural) multiplient le nombre des candidats aux migrations urbaines. "Si le taux d'accroissement de la population active urbaine a été nettement supérieur à celui de la population active rurale, dans toutes les régions... l'augmentation - en valeur absolue - du nombre des travailleurs a été plus marquée pour la main-d'oeuvre rurale que pour la main-d'oeuvre urbaine... Dans toutes les régions (sauf l'Amérique Latine et les Caraïbes) le taux d'accroissement de la population active agricole a été plus faible que celui de la population active rurale, ce qui se traduit dans les zones rurales par un excédent qui doit être absorbé par d'autres secteurs de l'économie rurale " (1).

Importance relative des populations rurales non agricoles et employées dans le secteur manufacturier			
	<u>Popul. rurale</u> Popul. totale	<u>Pop. rurale non agric.</u> Pop. rurale	<u>Pop. manufactur.</u> Pop. rurale non agric.
Nigéria	-	6,10	49,0
Sierra Léone	-	-	-
Zambie	63,7	39,7	10,4
Brésil	44,1	-	19,4
Chili	24,0	-	24,1
Colombie	35,7	22,5	30,0
Mexique	11,3	36,6	9,6
Inde	80,1	26,0	38,7
Indonésie	82,6	-	24,7
Malaisie (Occident.)	71,2	69,1	15,3
Philippines	68,2	-	34,1
République de Corée	58,8	19,3	30,3

Source : ONU

Les conséquences démographiques de nouvelles politiques de développement prenant en compte de manière plus complète le secteur informel notamment dans son implantation rurale, sont difficiles à décrire faute d'études disponibles sur la question. On peut cependant fixer les principaux points auxquels il conviendrait d'apporter des réponses à court terme :

- L'efficacité du processus ou en d'autres termes les modifications constatées des taux de départ (si toutefois ils existent...) avant et après l'implantation d'activités industrielles informelles en zone rurale. On pourra, question corrélative, chercher le seuil d'implantation minimale à partir duquel on constate des modifications (recherche des élasticités départs/implantations).

- Les modifications structurelles qui devraient dépendre d'une part de l'importance du mouvement de départ résiduel, d'autre part de la nature des emplois offerts (qualification, sexe, durée,...) enfin l'écart subsistant entre les salaires urbains et ruraux.

- Le devenir des principales lois démographiques naturelles (fécondité, nuptialité, mortalité) pour les groupes ayant quitté l'agriculture pour le secteur industriel informel. Cette analyse différentielle peut d'ailleurs être très rapidement mise en place à partir de deux échantillons adaptés. Les principales variables à prendre en compte touchent le statut de la femme, le poids des traditions villageoises, le rôle et la place de l'enfant, le revenu.

La croissance des villes dans les pays industriels s'est accompli sous la double influence complémentaire d'un accroissement rapide de la productivité dans l'agriculture et d'un besoin énorme de mains-d'oeuvre pour d'autres activités concentrées dans les villes. Le processus d'urbanisation étant d'une toute autre nature dans les pays en développement on peut craindre à terme que les "avantages" de la ville soient moins tranchés. Dans ces conditions une grande partie des transformations éventuelles dans le domaine de la population (croissance, répartition spatiale) sera dépendante des écarts ville-campagne et agriculteurs-autres ruraux. On peut aujourd'hui pour tenter d'estimer l'ensemble de ces conséquences se rapporter aux données, quand elles existent, relatives aux petites villes expression d'une situation moyenne entre les indices extrêmes caractérisant les campagnes et la capitale.

A PARTIR DES DIFFERENTS POINTS ANALYSES, ON PEUT FAIRE APPARAITRE CLAIEMENT LES LIENS EXISTANT ENTRE LES POLITIQUES DE POPULATION ET LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT, EN PARTICULIER DANS LE DOMAINE INDUSTRIEL, ET AINSI ENVISAGER LA STRATEGIE QU'IL CONVIENT D'APPLIQUER SI L'ON ENTEND TENIR COMPTE DES DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

.../...

L'IMPACT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SUR LA MODIFICATION DU REGIME DEMOGRAPHIQUE ETANT ADMIS, ON DOIT SURTOUT S'EFFORCER DE SOULIGNER L'ACTION DE L'ONUDI EN MATIERE D'INDUSTRIALISATION. DEUX ASPECTS APPARAISSENT FONDAMENTAUX, D'UNE PART LA DEFINITION D'UNE ACTION A MEME DE CONTOURNER LES DIFFICULTES LIEES A LA CHARGE EXCESSIVE D'UNE CROISSANCE RAPIDE DE LA POPULATION, IL S'AGIT LA D'OBJECTIFS DESTINES A ABAISSER LE NIVEAU DE L'INVESTISSEMENT NET, D'AUTRE PART DE METTRE EN OEUVRE DES POLITIQUES DE DECENTRALISATION DES ACTIVITES PRODUCTIVES APIN D'ENRAYER LES GRAVES DESEQUILIBRES STRUCTURELS EN COURS. ON LE CONSTATE, CES DEUX ASPECTS MAJEURS SONT EN FAIT NON SEULEMENT COMPATIBLES MAIS AUSSI COMPLEMENTAIRES.

witl
10143

Distr.
LIMITED

UNIDO/IO.384/Add.1.
8 October 1980

UNITED NATIONS INDUSTRIAL
DEVELOPMENT ORGANIZATION

ENGLISH
Original: FRENCH

THE EFFECTS OF POPULATION DEVELOPMENT*

(Summary)

Prepared by the UNIDO Secretariat

* This document has been translated from an unedited original.

PLAN OF THE DOCUMENT

INTRODUCTION

Reference to a previous UNIDO document published in 1976 (UNIDO/IOD.13) on "The effects of industrialization on population".

Developments in the general context and new factors likely to influence the relationship between industrialization and demography.

CHAPTER I EFFECTS OF POPULATION GROWTH ON ECONOMIC DEVELOPMENT

SECTION I: Growth rates

- A. Global and regional
- B. National

SECTION II: Costs and benefits of population changes

- A. Developed countries
- B. Developing countries

SECTION III: Population policies

- A. Population policy measures
- B. Results and new trends

CHAPTER II EFFECTS OF DEVELOPMENT POLICIES ON POPULATION GROWTH

SECTION I: Value of statistical data and differential analyses

SECTION II: Fertility trends

- A. Fertility in developed countries
- B. Fertility in developing countries
- C. Differential data on fertility

SECTION III: Factors affecting the use of contraceptives

- A. Biological factors
- B. Demographic factors
- C. Socio-educational factors
- D. Economic factors
- E. Other factors

SECTION IV: Socio-economic factors determining mortality

- A. General considerations
- B. Mortality in developed countries
- C. Mortality in developing countries

SECTION V: Factors determining internal migration

- A. Difficulties connected with the gap between country and town
- B. Extent of the migratory phenomenon
- C. Effect of internal migration on development

GENERAL CONCLUSION: INDUSTRIALIZATION AND POPULATION

- A. General effects of industrialization
- B. Effects of a rural industrial development policy

NOTE

The few pages which follow are a brief summary of the document on the relationship between population and development which has been prepared at the request of UNIDO. This document follows a first study carried out four years ago on a similar basis.

Since the data we have are deficient, both in quantity and in quality, the author has endeavoured to put forward some ideas on the extent of our knowledge and in particular on the value of the analytical tools used (with special reference to differential analysis).

The relevance of an analysis of the relationship between industrial development and demographic variables is now beyond question. For although the over-industrialization of the rich countries and its possible dangers for the environment have been much criticized, and with reason, industrialization remains the one development model that is universally recognized. It is therefore incumbent upon us to determine the ways in which industrialization and population trends influence each other. This document deals essentially with the developing countries, for which the problem is particularly complex, but reference will also be made to the developed countries wherever necessary for the sake of a clearer analysis.

CONTENTS

- I. DEMOGRAPHIC AND ECONOMIC CONTEXT
 - II. EFFECTS OF DEVELOPMENT POLICIES ON POPULATION GROWTH
 - A. Measurement of the responsiveness of demographic variables
 - B. Importance of demographic variables
 - Fertility trends
 - Factors affecting the use of contraceptives
 - Socio-economic factors determining mortality
 - C. Effects of industrialization in particular
 - III. EFFECTS OF POPULATION GROWTH ON ECONOMIC DEVELOPMENT
 - A. Competing growth rates
 - B. Effects of structures
 - IV. MIGRATION FACTORS
 - A. Causes and consequences of internal migration
 - B. Effects of a rural industrial development policy
- CONCLUSION

I. DEMOGRAPHIC AND ECONOMIC CONTEXT

Between 1960 and 1980, during the first two development decades, the world population grew by almost 50 per cent, from 3 billion to 4.4 billion. The increase was distributed very unevenly among the different regions, and while the developed regions had a net population growth of some 0.2 billion, the figure for the developing regions was 1.2 billion. A closer regional analysis shows that growth rates were highest in Africa and tropical Latin America, while in western and above all northern Europe the trend was towards stagnation.

This growth in world population went along with considerable changes in its structure, the most noticeable of which were the changed ratio between rich and poor populations, the growth of urban at the expense of rural populations and a still greater predominance of the young in age pyramids.

World economic development during the past decade has hardly brought any changes in the relationship among States, and while the producers of much-needed raw materials such as petroleum and rare metals have made considerable extra profits, most developing countries have been very harshly affected by the rising cost of energy and of food and manufactured products, brought about by growing inflation in the industrialized countries, which are themselves faced with difficulties. Under these conditions, a spectacular expansion of industrialization in the poorest regions was hardly to be expected. The only visible improvements are certain trends towards industrial restructuring at the international level, which seem to be favourable to developing countries.

II. EFFECTS OF DEVELOPMENT POLICIES ON POPULATION GROWTH

The level of modernization has an influence on the main demographic variables. This generally accepted point finds its theoretical expression in the principle of "demographic transition", which has been arousing renewed interest since the specialists drew attention to an aspect which had hitherto been overlooked, namely, the rate of demographic transition and its political expression in the refusal of many States to take measures centred exclusively on population. There is an undeniable negative correlation between the main demographic indices (birth rate, death rate) and the average level of per capita disposable wealth, provided that the indices of concentration do not show too great an inequality in the distribution of incomes.

A. Measures of the responsiveness of demographic variables

The responsiveness of demographic indices to development varies considerably with the development factor and population phenomenon in question.

In the case of mortality, the connexion is very straightforward, in particular when there is a material improvement in the standard of living. In the short run, the general index can be seen to fall as a result of better nutrition or the availability of medicines. On the other hand, it takes longer for these effects to become noticeable in the infant mortality rate, which will no doubt drop when suitable treatment becomes available, but will inevitably come up against socio-educational obstacles (this situation is still clearly visible among the poorer categories of the population in rich countries).

As regards fertility, the influence of development only makes itself felt in the longer run, since the ultimate size of the family appears to depend heavily on deep-rooted socio-cultural standards. This is an obvious reason for the rather limited impact of family planning policies when they are not accompanied by a noticeable improvement in families' economic welfare (the relationship being more often curvilinear than linear).

B. Importance of demographic variables

There are two basic questions at present.

The first concerns the problem of monitoring the indicator of the phenomenon under consideration; contrary to what some studies say, this apparently simple matter cannot really be tackled in many developing countries, owing to the lack of sufficiently long and reliable statistical series to ensure satisfactory comparability. Not only are there doubts about the evaluation of the main variables (fertility, mortality), but there are also other aspects of the quality and use of population statistics which should be emphasized: in the first place, uncertainty concerning the time-pattern of demographic phenomena (rate of occurrence of an event) and, secondly, the traditional compartmentalization of topics for study and the often tricky process of estimating the indicators used.

The second question, and unquestionably an important one, concerns the actual criteria for a differential analysis of demographic phenomena, which is an essential prerequisite for any action, that is to say, any implementation of population policies. Originating in developed countries, to which

it now seems less relevant, it is still very difficult to apply to less prosperous countries. The reason for this failure seems to be the unsuitability of the traditional criteria for differentiation used in the past.

Fertility trends

According to the most recent data available, the fertility situation in developing countries offers a much less clear-cut contrast with the developed countries than it did at the beginning of the 1960s. Indeed, fertility indices have dropped quite considerably in some countries, particularly among the Chinese populations of eastern Asia and in certain parts of the Caribbean. Fertility is still high, however, in Africa, most of southern and western Asia and some Latin American countries. This brief survey shows that the trend towards a drop in fertility observed several years ago in a number of countries seems to have been confirmed in most cases, but that the situation has changed very little in the remaining developing regions.

The influence of modernization factors on population is very clear here, at least at the macro-economic level. It appears that the most significant drops often occur in rapidly developing economies which are small enough to offer a reasonable guarantee of a more egalitarian redistribution, if only through better access to the social infrastructure. In other countries, economic growth does not seem to have influenced population behaviour, and it can frequently be observed that these countries have an ambitious programme of productive investment, to which a considerable portion of the domestic product is devoted at the expense of the present generation. The most common situation, finally, is that in the absence of changes in the socio-economic structure the existing fertility model persists.

In spite of the difficulties encountered with differential studies, it is still possible to identify, for certain variables (urbanization and education), certain behaviour patterns with regard to fertility which reflect progressive trends. Generally speaking, fertility is slightly lower among the youngest generations of women living in towns, with some exceptions, in particular in Africa, where recently urbanized migrants seem to have more numerous offspring because of the concentration of health facilities. Data on the influence of education on fertility are less common and hardly reliable;

in Africa, a negative correlation can be observed between women's level of education and the size of their families, yet the correlation seems to be positive in Asia and Latin America (the model does not fit the developed countries because there the highest fertility rates are found among the least educated and the most educated women).

Factors affecting the use of contraceptives

These factors are complex and manifold, and the specific details of micro-economic behaviour are still largely unknown. Its interrelation with macro-economic behaviour is one of the most intractable questions for current research in the social sciences. We have decided to list all the factors even if they sometimes extend beyond the field of economics proper.

Biological factors (pro memoria)

Demographic factors (recapitulation)

It is clear that the success of any contraceptive distribution programme depends very directly on the demographic characteristics of the user. Women of 30, and even 25, whose parity is not very high, are the primary target of any campaign (though this fact has not always been taken into account in past studies). The main correlations that can be observed are between the age of the user and the method used (users of the pill are generally younger than users of intrauterine devices) and between the number of children and the method used.

Socio-educational factors

Research in a large number of countries has shown a similarity in the replies of women asked about the number of children they would like to have and the number they actually end up with, the latter being higher than the former. In addition, there is an obvious relation between the level of education and the use of modern contraceptives.

Economic factors

With our present level of knowledge it is difficult to measure the impact of micro-economic factors on contraceptive behaviour; besides, the relevance of such an analysis would depend on the very uncertain possibility of measuring the influence of extremely different economic systems on individuals and their families. The approach adopted can therefore only be strictly macro-economic.

Thus various studies have shown that there is a positive correlation with development indicators such as the secondary school enrolment ratio for girls, the number of radio sets per thousand inhabitants and the proportion of the population living in towns. The level reached by the public health system is also a useful criterion, even

though it is often very inadequate given the general concentration of human and material resources in big cities. And finally, a study of the distribution channels for contraceptives turns out to be a decisive element, since easy and continuous access to them is a prerequisite for success. A number of experiments are being undertaken at the moment, either using the local retail network or working through an association.

Legal factors (pro memoria).

Socio-economic factors determining mortality

Mortality, too, seems to have changed very slowly during the past decade. Indeed, the indices have stagnated in the last few years both in the most developed countries, where life expectancy seems to have reached a ceiling at about 70 years, and in the least developed countries, where life expectancy in many cases is under 40 in Africa and 50 in Asia.

It is particularly difficult to demonstrate the impact of socio-economic variables on mortality because of the lack of data. The main reasons for this are the inadequacy of official data collection on the one hand and the unsuitability of the analytical tool on the other, the criteria used in industrialized countries being unsuitable for the very different socio-economic systems of developing regions.

At the global level, the very direct link between mortality and economic development should again be stressed. One can even identify a level of life expectancy at birth, in the neighbourhood of 60 years, which seems to constitute a fairly clear dividing line between the wealthy countries that can spend a considerable portion of their income on health and the other countries that cannot.

Differences in mortality in developing countries almost all come down to the difference between town and country. The large gap observed is due to a combination of factors, such as the concentration of health and social facilities in towns, selection of migrants and a more varied diet. These conditions, moreover, have a multiplier effect as far as infant mortality is concerned. The difference between town and country can thus be as high as 50 per cent for the crude rate, 100 per cent for juvenile mortality and 200 per cent for infant mortality. As a general rule, it can be said that the lowest rates are characteristic of the highest socio-professional classes,

though the converse is not always true and the link with the working environment is sometimes uncertain. The results from developed countries should nevertheless be borne in mind, as this is one of the rare cases where transpositions are not altogether misleading; the information collected shows that the mortality risk depends greatly on the type of work, the level of education and the sector of economic activity (with a ratio of almost 1:2 for working men between the ages of 35 and 70 in France).

C. Effects of industrialization in particular

It has been found necessary, in view of its important role in the development process, to show more particularly the effect of industrialization on population growth. It should be noted, however, that because of the limited role of industry in the majority of developing economies the populations referred to are inevitably still very marginal. In order to avoid repetition, we will only summarize the main ideas here, which are further developed in the full document. The effects are listed according to the period of time for which they apply, in rising order.

The first and most immediate effect relates to the development of employment, which is of course an acute problem both in urban and rural areas.

The second effect, which is linked to the first, relates to the need for serious thought about physical planning. It involves an industrial location policy which will help to limit permanent migration from the countryside to the cities.

The third effect covers a fairly long period of time and concerns a quite fundamental aspect which is all too seldom recognized in most studies, namely, the health of the population. The production and distribution of pharmaceutical products is sadly deficient in many developing countries, and it would not be surprising if this resulted in a higher death rate in certain limited areas. But the state of a population's health is an essential element in its capacity for economic activity; the fact that the low productivity observed in developing countries is also due to the deplorable state of health of the working population is all too often overlooked. Quite apart from the part it plays in efforts to control the main diseases, the pharmaceutical industry can also give useful support to parents who want to limit their families and who thus have a growing demand for contraceptives.

Finally, the development of industrial employment results in a change in attitudes, and in particular a change in the role of the child and thus of its place in the family. The child stops being a premature producer and becomes an absolute consumer, which means that it is viewed differently by its parents. This seems to be an

important process in the reduction of the size of families (and was, incidentally, clearly observable in Europe from the 18th century onwards).

III. EFFECTS OF POPULATION GROWTH ON ECONOMIC DEVELOPMENT

A. Competing growth rates

Demographic factors, and in particular the annual rate of population growth, can seriously hamper a country's development by the heavy burden they lay on the State. Thus, a rapidly growing population imposes two kinds of demands: the need to guarantee newcomers the standard of living already achieved and the need to earn a surplus in order to raise the standard of living of the population as a whole. Considering the relationship between initial investment and the surplus wealth produced (capital-output ratio), the portion of national income not consumed but re-invested has to be very high, while at the same time the large proportion of young people with limited resources creates pressure for investment that is not immediately productive (education, health, housing, etc.). Industrialization efforts are most affected by this situation, and developing economies thus naturally experience a rapid inflation of the tertiary sector, which requires less capital input.

There are many studies of the value of the capital-output ratio which should be used to multiply the desirable future growth rate for domestic product (equal to the sum of the population growth rate and the per capita product growth rate). The high value of this coefficient (varying from 4 to over 10) is due to the heavy additional burden caused by the lack of infrastructure. This situation explains attempts at reconciling a high population growth rate with the costs generated by economic growth; part of the solution could surely be found if more attention were paid to the so-called "informal" sector.

B. Effects of structures

Apart from growth effects as such, changes in population structure also mean that economic development plans have to be adapted to meet problems which may be quite old (e.g. urban growth) but which are taking on such dimensions

as to represent one of the greatest challenges that mankind is likely to be faced with in the next two decades. It should be stressed that it is not nearly enough to consider growth indices alone, as current structural changes could multiply the expected effects by a factor of 10. The following three major aspects should be noted in particular:

The extreme youth of the population, which is likely to be increased by the reduction in infant and juvenile mortality, will mean the maintenance of very high rates of dependence, which will be still more significant if we assume economic changes implying less child labour (this would in itself considerably change the role of the child and its place in the household and encourage smaller families).

Urban growth, which of course has two causes (natural growth of the urban population and immigration), raises extremely serious problems and requires a new strategy for the location of plant and production, particularly industry. For quite apart from the incommensurable social and economic costs of urbanization on a giant scale, there is cause for concern over the development of rural areas, which are continually being drained of their youngest, best educated and most enterprising individuals.

The low productivity of an abundant and largely unskilled labour force, which suffers very serious chronic unemployment both in rural and urban areas and has a legitimate right to demand employment. In this connexion it is worth pointing out the danger of arguing in terms of comparative growth rates, as the encouraging growth of employment in the productive sector is still very far short of the required level and in any case insufficient to bring about a significant change in the relative shares of different national activities. There is also the risk of an increase in rural unemployment in several areas owing to the great scarcity of new arable land.

Finally, there is one direct consequence of population growth which should not be overlooked: the growth of demand. In the specific sector of manufactured goods, certain products appear to be directly dependent on the size of the population regardless of its wealth, in which case medium and long-term forecasting is perfectly feasible.

IV. MIGRATION FACTORS

Attention must again be drawn to the extreme backwardness of knowledge in this area. The collection of information on both internal and external migration is particularly deficient, because of methodological difficulties. This phenomenon, however, can certainly be regarded as one of the biggest challenges likely to face the world during the next two decades.

According to a United Nations estimate, the urban population in 1975 numbered a billion and a half as against a total world population of four billion. In the developed regions, 70 per cent of the population lived in towns, while in developing regions the proportion was only 27 per cent. Population growth between 1970 and 1975 was 1.7 per cent in towns in rich countries as against 4 per cent in the rest of the world, while in rural areas the indices were -1 per cent and 1.7 per cent respectively.

A. Causes and consequences of internal migration

Whatever the findings and opinions of different specialists on the urban population explosion, there is general agreement on the importance of the problem and the need to discover its main causes. There is obviously no point in referring to the process that took place in developed countries, at least from the beginning of the modern era, as from then on towns were indissolubly linked to industrial development, whereas in developing regions the process of urbanization is evidently subject to a different set of rules which recur in most cases. Theories in this area have not developed much, and there continues to be a general preference for a certain number of factors and vicious circles which it might be useful to summarize briefly here.

Population growth in rural areas faced with a shortage of arable land is one of the basic factors which can by themselves maintain the movement of potential unemployed towards urban areas.

The income gap between town and country is a major incentive for potential emigrants.

Education is also still an important factor of pressure towards emigration, being generally ill-suited to rural populations. It is found not only that the young people who have spent a few years at school are lost to the countryside (refusing to return to work in the fields), but also this is often a deliberate policy by the family or clan, which accepts the burden of an expensive education in the town for one of its members so that he can show them his gratitude in return.

The consequences of migration are manifold and complex and extend far beyond the scope of a document like this one; we shall therefore confine ourselves to two of the most important aspects, which are directly concerned with the numbers of persons and their rate of growth.

From the demographic point of view, the effects of internal migration in developing countries are fairly clear: there is a strengthening of the adult group (15 to 44 years), whereas without migration high fertility should

lead to a predominance of the group of 0 to 15 year-olds. The balance between the sexes is also frequently upset, with a general predominance of males.

The relationship between migration and urban industrial employment is a particularly interesting field of analysis, considering the very rapid growth of towns in developing regions and in particular the huge demand for employment. The rate of increase of non-agricultural and manufacturing jobs in relation to the growth rate of urban populations highlights the problem. Since the actual numbers to which the growth rates of these two variables apply are very different, we should in the long run expect an increase in the absolute number of unemployed and a relative decrease in industrial and, a fortiori, manufacturing jobs in relation to the total working population.

B. Effects of a rural industrial policy

Owing to the lack of available studies on this topic, it is difficult to describe the demographic consequences of new development policies taking greater account of the informal sector, particularly in rural areas. We can, however, list the main points on which action should be taken in the short run:

The effectiveness of the process, or, in other words, the changes observed in the departure rate (assuming the relevant data are available) before and after the establishment of informal industrial activities in the rural area. As a related question, one could try to find the minimum level of new activity beyond which changes are noticeable (the elasticity of migration with respect to new activities).

Structural changes, which should depend on the extent of residual migration, the kind of jobs offered (qualifications, sex, length of time, etc.) and the wage gap between urban and rural areas.

The main natural demographic trends (birth rate, marriage rate, death rate) in those groups which have left agriculture for the informal industrial sector. This differential analysis can be carried out very quickly on the basis of two appropriate samples. The main variables to be taken into account are the status of women, the influence of village traditions, the role and place of children, and income.

The growth of towns in the industrialized countries has taken place under the double influence of a rapid growth of productivity in agriculture and a great need of manpower for other activities concentrated in towns.

Since the nature of the urbanization process is quite different in the developing countries, it is to be feared that in the long run the "advantages" of the city will be somewhat less marked. In these conditions a large proportion of possible population changes (growth, geographical distribution) will depend on the gaps between urban and rural areas and between the farming and other rural populations. To estimate the overall effect of these developments, one can refer to any available data on small towns in developing regions, which will give a fairly accurate idea of the situation to be evaluated.

CONCLUSION

From the various points analysed a clear picture emerges of the links between population policies and development policies, particularly in the field of industry. It is then possible to consider what strategy should be applied in order to take account of the demographic factors.

If we acknowledge the impact of economic development on changes in the demographic situation, we should above all endeavour to stress UNIDO's activities in the field of industrialization. Two aspects seem to be fundamental: one is to devise measures to overcome the difficulties connected with the excessive burden of rapid population growth (the aim being to lower the level of net investment), the other is to implement policies for the decentralization of productive activities so as to lessen the serious structural imbalances which exist at present. It will be seen that these two major aspects are in fact not only mutually compatible but also complementary.

with
10143

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Distr. LIMITEE
UNIDO/IC.384/Add.1
8 octobre 1980
FRANCAIS

Les effets du développement
de la population *
(Sommaire)

Préparé par le
Secrétariat de l'ONUDI

* Cette étude n'a pas fait l'objet d'une révision formelle

P L A N D U D O C U M E N T

INTRODUCTION

- Référence au précédent document de l'ONUDI 1976 (ID 76/1655) sur "Les Effets de l'Industrialisation sur la Population"
- Evolution du contexte général et nouvelles données susceptibles d'influencer les relations Industrialisation-Démographie

CHAPITRE I - LES EFFETS DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

SECTION I : Les rythmes de croissance

- A - Au plan mondial et régional
- B - Au plan national

SECTION II : Les charges et profits attachés à l'évolution d'une population

- A - Les cas des pays développés
- B - Le cas des pays en développement

SECTION III : Les politiques de population

- A - Actions en matière de politique de population
- B - Les résultats et les nouvelles tendances

CHAPITRE II - LES EFFETS DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LA CROISSANCE DE LA POPULATION

SECTION I : La valeur des données statistiques et des analyses différentielles

SECTION II : L'évolution de la fécondité

- A - La fécondité dans les pays développés
- B - La fécondité dans les pays en développement
- C - Les données différentielles sur la fécondité

.../...

SECTION III : Les facteurs affectant l'utilisation des contraceptifs

- A - Les facteurs biologiques
- B - Les facteurs démographiques
- C - Les facteurs socio-éducatifs
- D - Les facteurs économiques
- E - Les autres facteurs

SECTION IV : Les déterminants socio-économiques de la mortalité

- A - Considérations générales
- B - La mortalité dans les pays développés
- C - La mortalité dans les pays en développement

SECTION V : Les déterminants des migrations internes

- A - Les difficultés liées à la distinction urbain-rural
- B - L'ampleur du phénomène migratoire
- C - L'incidence des migrations internes sur le développement

CONCLUSION GENERALE INDUSTRIALISATION ET POPULATION

- A - Les effets généraux de l'industrialisation
- B - Les effets d'un aménagement industriel rural

N O T E

Les quelques pages ci après sont un résumé succinct du document sur les relations entre la population et le développement, établi à la demande de l'ONU. Ce document fait suite à une première étude réalisée il y a quatre ans dans des conditions similaires.

Confronté à la faiblesse des données tant au plan quantitatif que qualitatif, l'auteur s'est efforcé de développer les réflexions ayant trait à la qualité de la connaissance et en particulier à la valeur des outils d'analyse utilisés (notamment l'analyse différentielle).

La pertinence d'une analyse sur les relations entre le développement industriel et le niveau des variables démographiques n'est plus à démontrer. En effet, malgré les nombreuses attaques légitimes contre la sur-industrialisation des pays riches et les dangers qu'elle peut représenter au plan écologique, le modèle de développement par l'industrialisation reste le seul universellement reconnu. On se doit donc de préciser les influences réciproques existantes entre l'industrialisation et l'évolution des populations. Ce document portera essentiellement sur les pays en développement pour lesquels la problématique est particulièrement complexe, toutefois chaque fois que cela sera nécessaire pour éclairer l'analyse, on fera référence à l'expérience des pays développés.

SOMMAIRE

I - LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE

II - LES EFFETS DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LA CROISSANCE DE LA POPULATION

A - Mesure de la sensibilité des variables démographiques

B - Importance des variations démographiques

- . L'évolution de la fécondité
- . Les facteurs affectant l'usage des contraceptifs
- . Les déterminants socio-économiques de la mortalité

C - Les effets plus particuliers de l'industrialisation

III - LES EFFETS DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A - La concurrence des taux de croissance

B - Les effets des structures

IV - LES DONNEES MIGRATOIRES

A - Les déterminants et les conséquences des migrations internes

B - Les effets d'un aménagement industriel

CONCLUSION

I - LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE

De 1960 à 1980, au cours des deux premières décennies pour le développement, la population mondiale est passée de 3 milliards à 4,4 milliards d'individus, soit un accroissement de près de 50%. Cette progression a touché de manière très inégale les différentes régions et si les régions développées ont eu un apport net de quelques 0,2 milliards, les régions en développement ont vu le chiffre de leur population augmenter de 1,2 milliards. Une analyse régionale plus fine permet de constater que c'est en Afrique et en Amérique Latine Tropicale que les croissances ont été les plus rapides, alors qu'en Europe Occidentale et surtout Septentrionale, on tendait vers la stagnation.

Cette croissance de la population mondiale s'est accompagnée de transformations structurelles importantes, les modifications les plus sensibles ayant trait à l'équilibre entre populations nanties et déshéritées, à l'augmentation des populations urbaines au détriment des populations rurales et au renforcement de l'extrême jeunesse des pyramides d'âges.

L'évolution économique mondiale au cours de la dernière décennie, n'a guère apporté de modifications aux rapports entre États et si les producteurs de matières premières recherchées (pétrole - métaux rares) ont vu se dégager des compléments de ressources monétaires importants, la majorité des pays en développement ont durement subi le renchérissement de l'énergie comme celui des produits alimentaires et manufacturés, conséquence du développement de l'inflation dans les pays industriels eux-mêmes confrontés à des difficultés. Dans ce contexte, on ne devait guère s'attendre à une évolution spectaculaire de l'industrialisation dans les régions les moins favorisées. Seuls sont perceptibles quelques processus de restructuration industrielle au plan international, qui sembleraient favorables aux pays en voie de développement.

II - LES EFFETS DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LA CROISSANCE DE LA POPULATION

Les facteurs de modernité ont une influence sur le niveau des principales variables démographiques, ce point admis par tous trouve son expression théorique dans le principe de la "Transition démographique" qui recouvre

un regain d'intérêt depuis que les spécialistes ont mis l'accent sur un aspect négligé jusqu'alors : la vitesse du processus et son expression politique dans la volonté de nombreux Etats de refuser des actions exclusivement axées sur la seule population. Indéniablement, les principaux indices démographiques (natalité, mortalité) présentent une corrélation négative avec le niveau moyen de la richesse disponible par tête, à condition que les indices de concentration n'expriment pas une trop forte inégalité dans la distribution des revenus.

A - Mesures de la sensibilité des variables démographiques

La sensibilité des indices démographiques au développement est de nature fort différente selon le facteur de développement pris en compte et le phénomène de population étudié.

Dans le cas de la mortalité, la liaison est très directe surtout quand il s'agit d'une amélioration matérielle du niveau de vie. A court terme, on peut constater une baisse de l'indice général en relation avec une meilleure nutrition ou la disponibilité de médicaments. Par contre, les effets seront plus longs à se faire sentir sur la mortalité infantile qui baissera sans doute grâce à l'emploi de thérapeutiques adaptées mais se heurtera obligatoirement à des blocages socio-éducatifs (cette situation est encore nettement visible pour les catégories défavorisées des pays nantis).

En ce qui concerne la fécondité, l'incidence du développement se fait sentir à plus long terme, la dimension finale de la famille apparaissant très dépendante de standards socio-culturels profondément ancrés. C'est là une des raisons évidentes de l'impact assez limité des politiques de planning familial quand elles sont dissociées d'une amélioration sensible de la situation économique des familles (les liaisons étant d'ailleurs plus souvent curvilignes que linéaires).

B - Importance des variables démographiques

Deux questions fondamentales se posent actuellement.

La première interrogation porte sur l'évolution de l'indicateur du phénomène étudié ; apparemment simple ce thème, contrairement à certaines analyses,

ne peut être réellement abordé dans un grand nombre de pays en développement faute de séries statistiques suffisamment longues ou suffisamment fiables pour assurer une comparabilité satisfaisante. Non seulement l'évaluation des principaux taux est remise en cause (fécondité - mortalité), mais d'autres aspects de la qualité et de l'utilisation des statistiques démographiques doivent être soulignés : d'une part les incertitudes concernant le calendrier des phénomènes démographiques (rythme d'apparition d'un événement), d'autre part le cloisonnement traditionnel des sujets d'étude et la perception souvent délicate des indicateurs utilisés.

La seconde interrogation posée, sans aucun doute importante, a trait aux critères mêmes de l'analyse différentielle des phénomènes démographiques, essentielle et préalable à toute action, c'est à dire à toute mise en place d'une politique de population. Née dans les pays développés où sa démarche apparaît moins pertinente, elle reste excessivement difficile à transposer dans les pays moins nantis, les raisons de cet échec paraissant résider dans l'incadecation des critères traditionnels de différenciation retenus jusqu'alors.

- L'évolution de la fécondité

La situation de la fécondité dans les pays en développement apparaît selon les données les plus récentes disponibles, beaucoup moins tranchée vis à vis des régions développées qu'au début des années soixante. En effet, certains pays ont vu baisser assez sensiblement leurs indices en la matière, notamment en Asie de l'Est pour les populations d'origine chinoise et dans certaines parties des Antilles. Cependant on observe toujours une haute fécondité en Afrique, dans la majeure partie de l'Asie du Sud et de l'Ouest, ainsi que pour certains pays d'Amérique Latine. Ce bref bilan permet de constater que les tendances à la baisse de la fécondité, observées il y a quelques années dans un certain nombre de pays, se sont dans la majorité des cas semble-t-il, confirmées, mais que dans le reste des régions en développement, la situation a fort peu évolué.

L'influence des facteurs de modernisation sur la population apparaît ici assez clairement, du moins au plan macro-économique. On observe en effet que les baisses les plus significatives ont souvent eu lieu dans des économies en forte progression et dont la taille limitée apparaît comme un relatif garant d'une redistribution plus égalitaire, ce serait-ce que par un meilleur accès

aux infrastructures sociales. Pour d'autres pays, la croissance économique ne semble pas avoir influencé le comportement démographique, or il n'est pas rare de constater que ces pays ont un programme ambitieux d'investissements productifs auxquels une part élevée du produit intérieur est consacrée au détriment des générations actuelles. Enfin, et c'est la situation la plus courante, à défaut de modifications des structures socio-économiques, le modèle de fécondité en vigueur subsiste.

Malgré les difficultés des études différentielles, on peut cependant préciser pour quelques variables (l'urbanisation et l'éducation) certains comportements vis à vis de la fécondité représentatifs des forces de progrès. D'une manière générale, on constate une fécondité légèrement plus faible pour les générations des femmes les plus jeunes vivant à la ville, hormis quelques exceptions notamment en Afrique où les migrantes récemment urbanisées semblent avoir une descendance plus élevée due à la concentration des infrastructures de santé. Les données concernant l'influence de l'éducation sur la fécondité sont encore plus rares et peu fiables ; en Afrique, on constate une corrélation négative entre le degré d'instruction de la femme et la taille de sa descendance, par contre cette corrélation semble positive en Asie et en Amérique Latine (les pays développés échappent à ce modèle puisque les fécondités les plus élevées sont observées pour les femmes les moins instruites et pour celles qui le sont le plus).

- Les facteurs affectant l'utilisation des contraceptifs

Les facteurs affectant l'utilisation des contraceptifs sont nombreux et complexes, les spécificités des comportements micro-économiques restant encore un domaine mal connu. Leurs inter-relations avec le macro-économique représentent l'une des questions les plus difficiles de la recherche actuelle en sciences sociales ; on a voulu ici regrouper l'ensemble des facteurs même s'ils débordent parfois du strict domaine économique.

. Les facteurs biologiques (pour mémoire)

. Les facteurs démographiques (pour rappel)

Il apparaît clairement que le succès éventuel d'un programme de diffusion des contraceptifs dépend très directement des caractéristiques démographiques des acceptantes ; des femmes de 30 ans

voire de 25 ans, dont la parité est peu élevée, constituent la cible prioritaire de toute action (bien que ce fait n'ait pas toujours été pris en compte dans les études passées). Les principales corrélations observées sont d'une part entre l'âge de l'acceptante et la méthode utilisée (les utilisatrices de la pilule sont en général plus jeunes que les acceptantes de D.I.U.), d'autre part entre le nombre d'enfants et la méthode utilisée.

. Les facteurs socio-éducatifs

Certaines enquêtes dans un grand nombre de pays ont révélé une similitude de réponses des femmes concernant l'expression d'une descendance idéale et la descendance finale effective, celle-ci étant supérieure à la précédente. D'autre part, il existe une relation évidente entre le niveau de scolarisation et l'utilisation de contraceptifs modernes.

. Les facteurs économiques

En l'état de la connaissance, il est difficile de mesurer l'impact des données micro-économiques sur les comportements vis à vis de la contraception ; la pertinence d'une telle analyse resterait d'ailleurs dépendante de la possibilité très incertaine de mesurer le rôle de systèmes économiques extrêmement différents sur les individus et leur famille. Ainsi, l'approche retenue ne peut-elle être que strictement macro-économique.

C'est ainsi que diverses études ont montré l'existence de corrélations positives avec des indicateurs du développement tels le taux de scolarisation des filles dans le secondaire, le nombre de postes de radio pour 1000 habitants ou la proportion de population urbanisée. La prise en compte de l'importance du système sanitaire est également un critère utile bien que souvent très insuffisant au regard à une concentration générale des moyens humains et matériels dans les grandes villes. Enfin, l'étude des canaux de diffusion des moyens contraceptifs s'avère un élément déterminant. L'accès aisé et continu dans le temps étant un gage de réussite ; c'est ainsi que ce développement actuellement de

nombreuses expériences utilisant soit les structures commerciales locales, soit le système associatif.

. Les facteurs juridiques (pour mémoire)

- Les déterminants socio-économiques de la mortalité

Les positions observées au cours de la dernière décennie semblent elles aussi en évolution très lente dans le domaine de la mortalité. Il conviendrait même d'ailleurs d'insister sur la stagnation qui caractérise l'évolution des indices ces dernières années et ce tant dans les pays les plus avancés où l'espérance de vie semble avoir atteint un seuil vers 70 ans, que dans les pays les plus défavorisés où l'on observe dans de nombreux cas des espérances de vie inférieures à 40 ans en Afrique et à 50 ans en Asie.

La mise en évidence de l'impact des variables socio-économiques sur la mortalité est particulièrement difficile faute de données dans ce domaine dont les causes principales sont d'une part l'insuffisance de la collecte légale des événements, d'autre part l'inadaptation de l'outil d'analyse, les critères retenus dans les pays industriels étant inadéquats aux structures socio-économiques très différentes des régions en développement.

Au plan des données globales, il convient une nouvelle fois de souligner le lien très direct entre la mortalité et le développement économique, il est même possible en ce domaine de fixer un seuil, celui de 50 ans environ, d'espérance de vie à la naissance qui semble constituer une barrière assez nette entre les pays nantis à même de consacrer une part importante de leurs revenus à la santé et les autres pays qui en sont incapables.

Les différences de mortalité dans les pays en développement ont ici presque exclusivement trait à la différenciation urbain-rural. L'écart important relevé est dû à une conjonction de facteurs comme les conditions sanitaires et sociales concentrées en milieu urbain, une sélection des migrants, une alimentation plus diversifiée. Ces faits ont d'ailleurs un effet multiplicateur au niveau de la mortalité infantile. On relève ainsi des écarts entre les villes et la campagne allant jusqu'à 50% pour le taux brut, 100% pour la mortalité juvénile et 200% pour la mortalité infantile. D'une manière générale, on peut affirmer que les taux les plus bas caractérisent les catégories socio-professionnelles les plus favorisées mais la réciproque n'est pas

toujours vraie et le lien avec le monde du travail parfois incertain. Toutefois, il importe de rappeler les résultats disponibles dans les pays développés car il s'agit sans doute d'un des rares cas où les transpositions ne sont pas totalement abusives ; les informations collectées montrent une forte sensibilité des risques mortalité au type d'emploi, au niveau d'éducation, au secteur d'activité économique (dans un rapport de près de 1 à 2 entre 35 et 70 ans pour les hommes actifs en France).

C - Les effets plus particuliers de l'industrialisation

Il est apparu nécessaire, compte tenu de son rôle majeur dans les processus de développement, de présenter plus particulièrement les effets de l'industrialisation sur la croissance démographique. Il est cependant utile de souligner que la faible incidence des structures industrielles sur la majeure partie des économies en développement impose de se référer à des populations dont les effectifs sont encore très marginaux. Afin d'éviter des redites, on ne reprendra ici que les idées principales, les développements se trouvant dans l'ensemble de ce document ; on adoptera un classement par ordre croissant du terme d'application.

- Le premier effet le plus immédiat concerne le développement de l'emploi dont on sait l'acuité tant en zone urbaine qu'en zone rurale.
- Le second effet lié au précédent, implique une réflexion approfondie sur l'aménagement du territoire, il concerne la politique d'implantation des industries afin de limiter en partie les déplacements à caractère définitif de la campagne vers la ville.
- Le troisième effet dont le terme temporel est assez large, concerne un aspect tout à fait fondamental qui semble trop souvent ignoré dans la majeure partie des études, il s'agit de la santé de la population. La production et la diffusion de produits pharmaceutiques font cruellement défaut dans beaucoup de pays en développement et il ne serait pas surprenant que l'on assiste en conséquence à un accroissement de la mortalité dans certaines zones limitées. Or, le niveau de santé d'une population est un élément essentiel de son dynamisme économique. Or veut trop souvent ignorer que la faible productivité constatée dans les pays en développement

est aussi la conséquence d'actifs dans un état sanitaire déplorable.

Au delà de la lutte contre les principales maladies, l'industrie pharmaceutique peut également être un support utile dans le cadre d'une volonté des familles de réduire leur descendance et donc d'une demande accrue de contraceptifs.

- Enfin, le développement de l'emploi industriel est un facteur de transformation des mentalités, notamment par la modification du rôle et donc de la place de l'enfant dans la famille. Perdant son statut de producteur précoce, l'enfant devient un consommateur absolu ce qui implique qu'il soit perçu différemment par ses parents ; c'est là semble-t-il un processus important dans la diminution de la taille des familles (par ailleurs parfaitement observé en Europe à partir du XVIIIème siècle).

III - LES EFFETS DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A - La concurrence des taux de croissance

Les facteurs démographiques et plus particulièrement le taux de croissance annuel de la population peuvent hypothéquer gravement les possibilités de développement par les charges excessives qu'ils imposent à un état. Ainsi, une population en forte croissance sous-entend deux sortes de charges, l'attribution pour les nouveaux arrivants du niveau de richesse antérieurement atteint, l'apparition d'un surplus destiné à élever le niveau de vie de l'ensemble des résidents. Compte tenu des relations existant entre l'investissement initial et le surplus de création de richesse (capital out-cut ratio), la part du revenu national non consommée, pour être réinvestie, devrait atteindre des proportions très élevées alors même que la structure jeune de la population et ses faibles ressources tendent à faire pression en faveur d'investissements non immédiatement productifs (enseignement - santé - logement...). Les efforts en faveur de l'industrialisation s'avèrent les plus sensibles à cette situation, les économies en développement subissent alors naturellement une inflation rapide du secteur tertiaire moins exigeant en capital.

Les études sont nombreuses sur la valeur du capital out-cut ratio qui vient en multiplicateur du taux de croissance souhaitable dans l'avenir de la production intérieure (égal à la somme du taux de croissance de la population et du taux de croissance du produit par tête). La valeur élevée de ce coefficient (il varie de 4 à plus de 10) est due aux lourdes charges additionnelles impliquées par le manque d'infrastructures. Cette situation explique les tentatives pour concilier un fort taux de croissance de population et les charges imposées par la croissance économique; une partie de la solution pouvant sans doute provenir d'une meilleure prise en compte du secteur dit "informel".

3 - Les effets des structures

Les changements structurels de la population imposent au-delà des stricts effets de croissance, une adaptation des plans de développement économiques face à des problèmes dont l'expression peut être ancienne (croissance urbaine,...) mais l'ampleur est telle qu'ils représentent sans doute l'un des plus grands défis pour l'humanité au cours des deux prochaines décennies. On doit en effet souligner que la prise en compte des seuls indicateurs de croissance apparaît très insuffisante, les transformations structurelles en cours pouvant découpler les effets attendus. On retiendra plus particulièrement trois aspects majeurs :

- L'extrême jeunesse de la population et son renforcement procède du fait de la lutte contre la mortalité infantile et juvénile, impliquent la subsistance de taux de dépendance très élevés qui trouveraient une plus grande signification dans l'hypothèse de mutations économiques faisant moins appel au travail des enfants (par là même le rôle de l'enfant s'en trouverait très sensiblement modifié, sa place dans la famille évoluerait favorisant des descendance finale plus limitées).
- La croissance urbaine dont on sait la double origine (taux de croissance naturel des urbains et taux d'immigration) pose des problèmes d'une gravité extrême et nécessite une nouvelle stratégie de répartition spatiale tant des équipements que des activités productives notamment industrielles. En effet, au delà des coûts économiques et sociaux incommensurables d'une urbanisation gigantesque, on peut s'inquiéter pour le développement des campagnes, des conséquences d'un appauvrissement continu en individus les plus jeunes,

les plus formés et les plus entreprenants.

- La faible productivité d'une main d'oeuvre pléthorique peu formée qui subit un chômage chronique très grave tant dans les campagnes qu'à la ville et dont il importe de satisfaire la demande légitime d'emplois ; on remarquera à ce propos le danger des raisonnements en terme de taux de croissance comparatifs, les résultats encourageants de l'évolution de l'emploi dans le secteur productif étant très inférieurs aux besoins et en tout état de cause très insuffisants pour modifier significativement la répartition actuelle entre les diverses activités nationales. Il faudrait ajouter à cela le risque de voir le chômage rural s'amplifier dans plusieurs régions du fait de la grande raréfaction de nouvelles terres cultivables.

Enfin il convient de ne pas négliger une conséquence directe de la croissance de la population : l'accroissement de la demande. Dans le secteur spécifique de la production des biens manufacturiers, certains produits apparaissent très directement liés à la taille d'une population au-delà même de son niveau de solvabilité, or la prévision à moyen et long terme est dans ce cas tout à fait possible.

IV - LES DONNEES MIGRATOIRES

Une nouvelle fois on se doit de constater l'extrême retard de la connaissance dans ce domaine, la collecte des informations relatives aux migrations, qu'elles soient internes ou externes, est particulièrement lacunaire du fait de difficultés méthodologiques certaines. Or, ce phénomène peut être sans aucun doute retenu parmi les plus grands défis devant lesquels le monde devrait être placé au cours des deux décennies à venir.

En 1975, selon une estimation des Nations Unies, la population urbaine représentait un milliard et demi d'individus sur les quatre milliards peuplant la planète. Dans les régions développées, 70% des personnes vivaient dans les villes alors que dans les régions en développement, on en comptait seulement 27%. En terme de croissance, on constatait une progression entre 1970 et 1975 de 1,7% dans les villes des pays nantis contre 4,0% dans le reste du monde, les mêmes indices établis pour les zones rurales étaient respectivement de - 1,0% et de 1,7%.

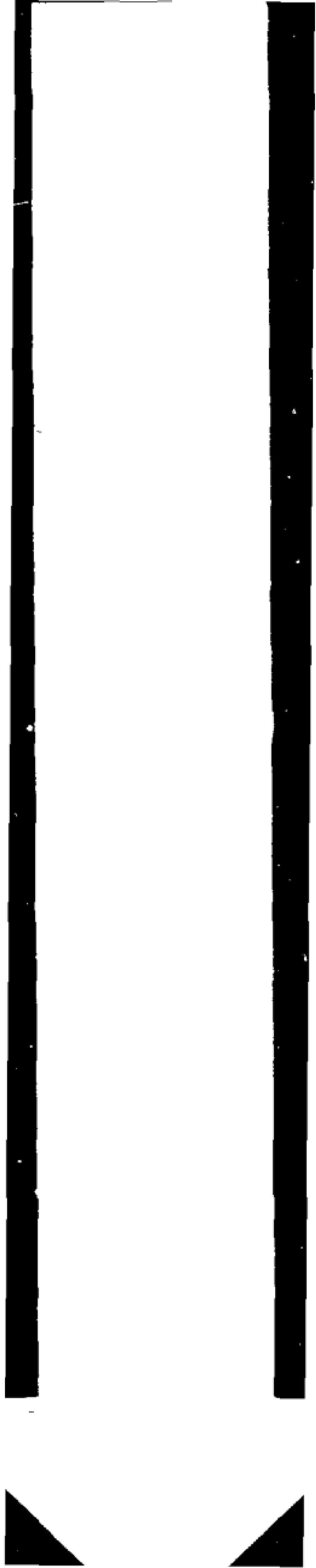
A - Les déterminants et les conséquences des migrations internes

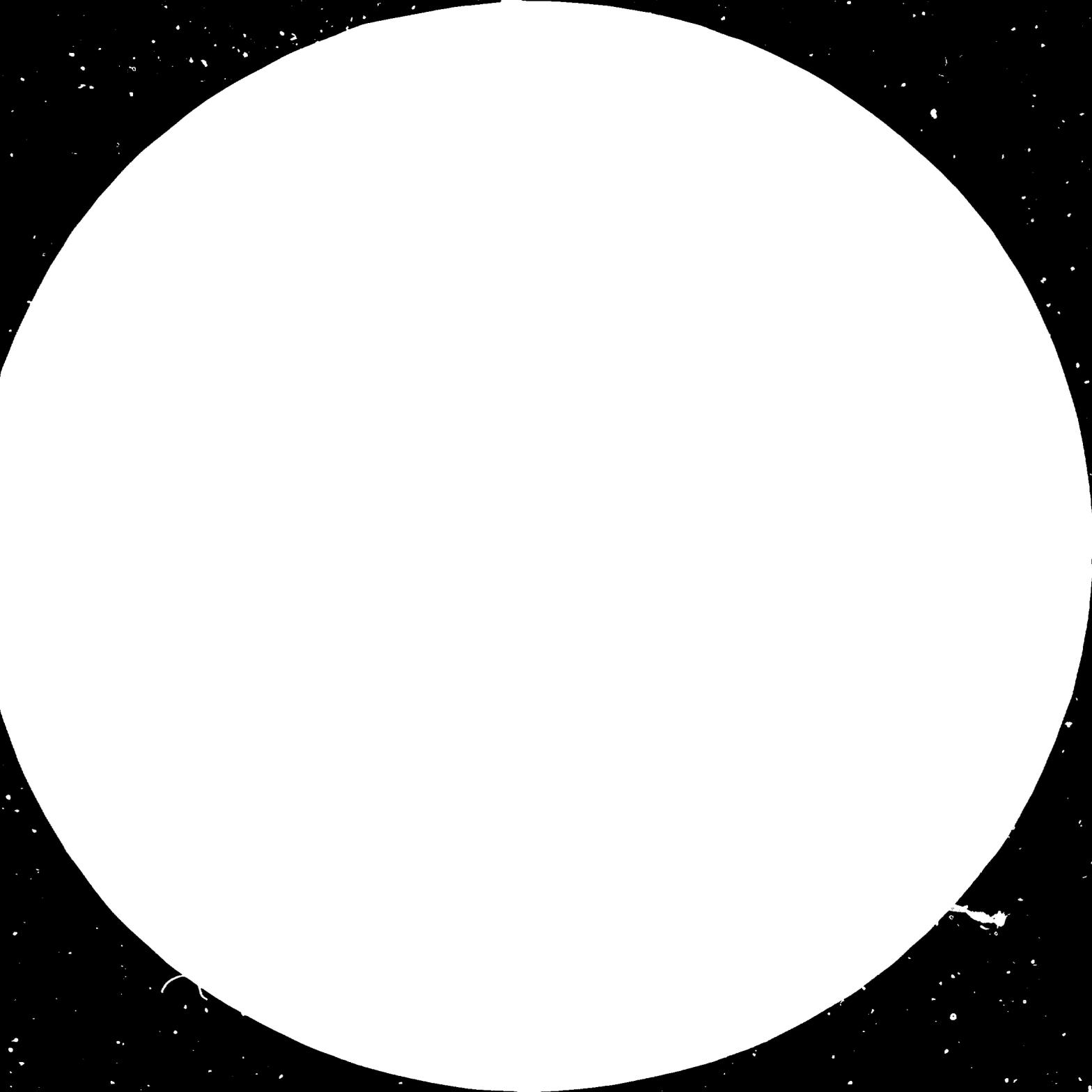
Quelle que soient le diagnostic et l'opinion des différents spécialistes sur l'explosion urbaine, chacun s'accorde pour admettre l'importance du problème et rechercher ses causes essentielles. Il est évidemment exclu de faire référence au processus observé dans les pays développés, du moins à partir de l'époque moderne, la ville étant dès ce moment indissociable du développement industriel alors que l'agglomération dans les régions en développement apparaît soumise à un autre jeu de règles se répétant dans la majorité des cas. En ce domaine, les théories ont peu évolué et on continue dans la plupart des cas à privilégier un certain nombre de facteurs et de cercles vicieux dont il peut être utile de présenter un résumé succinct.

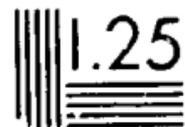
- L'accroissement démographique des zones rurales confronté à la faible disponibilité des terres cultivables, apparaît comme l'un des faits essentiels à même d'auto-entretenir le mouvement de crûmeurs potentiels vers les zones urbanisées.
- L'écart des revenus entre la ville et la campagne constitue un point majeur de la pression exercée sur le candidat à l'émigration.
- L'éducation reste également un facteur important de pression à l'émigration, généralement mal adaptée aux populations rurales ; on constate que non seulement les jeunes qui ont passé quelques années sur les bancs de l'école sont perdus pour les campagnes (refus de retourner au travail des champs); mais aussi que très souvent il s'agit là d'une stratégie de la famille ou du clan acceptant de supporter des études coûteuses à la ville pour l'un des leurs afin qu'il puisse en retour exprimer sa reconnaissance.

Les conséquences des migrations sont nombreuses et complexes et dépassent très largement l'objectif d'un tel document ; on se limitera donc à deux aspects parmi les plus importants directement liés à l'effectif des hommes et à leur rythme de croissance.

Au plan démographique, les effets des migrations internes dans les pays en développement sont assez clairs ; on y observe un renforcement du groupe des adultes (15/44 ans) alors qu'en l'absence de déplacements, l'ampleur de la fécondité devrait favoriser une diminution des 0/15 ans. Au plan du rapport des sexes, les déséquilibres sont également courants avec en général une prédominance du sexe masculin.







1.8



2.0



2.2



Resolution Test Chart
1.0 1.1 1.25 1.4 1.6 1.8 2.0 2.2 2.5 2.8

Les relations entre les migrations et l'emploi urbain industriel représentent un domaine d'analyse particulièrement intéressant eu égard aux circonstances de la croissance très rapide des villes des régions en développement et notamment de la demande énorme en matière d'emploi. Face à la croissance de la population des villes, l'évolution des emplois non agricoles et manufacturiers est à même de situer les problèmes. Compte tenu des effectifs très différents auxquels s'appliquent les taux de croissance de ces deux variables, on devrait assister à terme d'une part à un renforcement du nombre absolu des chômeurs, d'autre part à une diminution relative des emplois industriels et à fortiori manufacturiers exprimés en pourcentage de la population active totale.

2 - Les effets d'un aménagement industriel rural

Les conséquences démographiques de nouvelles politiques de développement prenant en compte de manière plus complète le secteur informel notamment dans son implantation rurale, sont difficiles à décrire faute d'études disponibles sur la question. On peut cependant fixer les principaux points auxquels il conviendrait d'apporter des réponses à court terme :

- L'efficacité du processus ou en d'autres termes les modifications constatées des taux de départ (si toutefois ils existent...) avant et après l'implantation d'activités industrielles informelles en zone rurale. On pourra, question corrélative, chercher le seuil d'implantation minimale à partir duquel on constate des modifications (recherche des élasticités départs/implantations).
- Les modifications structurelles qui devraient dépendre d'une part de l'importance du mouvement de départ résiduel, d'autre part de la nature des emplois offerts (qualification, sexe, durée, ...) enfin l'écart subsistant entre les salaires urbains et ruraux.
- Le devenir des principales lois démographiques naturelles (fécondité, nuptialité, mortalité) pour les groupes ayant quitté l'agriculture pour le secteur industriel informel. Cette analyse différentielle peut d'ailleurs être très rapidement mise en place à partir de deux échantillons adaptés. Les principales variables à prendre en compte touchant le statut de la femme, le poids des traditions villageoises, le rôle et la place de l'enfant, le revenu.

La croissance des villes dans les pays industriels s'est accomplie sous la

double influence complémentaire d'un accroissement rapide de la productivité dans l'agriculture et d'un besoin énorme de main d'oeuvre pour d'autres activités concentrées dans les villes. Le processus d'urbanisation étant d'une toute autre nature dans les pays en développement, on peut craindre à terme que les "avantages" de la ville soient moins tranchés. Dans ces conditions une grande partie des transformations éventuelles dans le domaine de la population (croissance, répartition spatiale) sera dépendante des écarts ville-campagne et agriculteurs-autres ruraux. On peut aujourd'hui pour tenter d'estimer l'ensemble de ces conséquences, se rapporter aux données quand elles existent, relatives aux petites villes des régions en développement, expression assez proche de la situation que l'on entend qualifier.

CONCLUSION

A partir des différents points analysés, on peut faire apparaître clairement les liens existant entre les politiques de population et les politiques de développement, en particulier dans le domaine industriel, et ainsi envisager la stratégie qu'il convient d'appliquer si l'on entend tenir compte des données démographiques.

L'impact du développement économique sur la modification du régime démographique étant admis, on doit surtout s'efforcer de souligner l'action de l'ONUDI en matière d'industrialisation. Deux aspects apparaissent fondamentaux, d'une part la définition d'une action à même de contourner les difficultés liées à la charge excessive d'une croissance rapide de la population, il s'agit là d'objectifs destinés à accaïsser le niveau de l'investissement net, d'autre part de mettre en oeuvre des politiques de décentralisation des activités productives afin d'enrayer les graves déséquilibres structurels en cours. On le constate, ces deux aspects majeurs sont en fait non seulement compatibles mais aussi complémentaires.



